SPARTACUS
socialisme et liberté

•

•

Les vents d'Ouest
secouent la *Chine*

L'Algérie
d'un colonel à l'autre

Iran : Déstabilisation
au Moyen-Orient

Dossier Italie :
Crise et politique des sacrifices
La riposte ouvrière

Portugal :
La réforme agraire

*Pologne :*Minorité agissante
et liste noire

Allemagne :
Architecture 1919-1933 :
Construire l'utopie.

Le pouvoir syndical en
Grande Bretagne

•

ROSA LUXEMBOURG VIVANTE

R 13 - Mensuel n] 103 mar-avril 1979

4 F (Belgique 40 FB, Suisse 2 FS 50)

Directeur : René LEFEUVRE
CCP Lefeuvre 633-75-Paris

SPARTACUS
CAHIERS MENSUELS

5 rue Sainte-Croix de la Bretonnerie
Paris 4e Tél. : 272-37-50

L'ECOLE DE FRANCFORT ET LE MARXISME

Les lecteurs des collections *SPARTACUS* sont familiers des principales thèses du « communisme de gauche » ou « communisme des conseils » qui, notamment par l'intermédiaire de livres d'Anton Pannekoek, a su, après la défaite du mouvement révolutionnaire en Europe occidentale et orientale, conserver la mémoire du plus haut moment pratique de ce mouvement : la première réalisation, sous la forme des « conseils ouvriers » et de leur association, de l'autonomie de classe du prolétariat. Ces mêmes lecteurs connaissent moins bien cependant les travaux des héritiers de ce qu'il convient d'appeler « l'Ecole de Francfort » qui, dans les mêmes années 20 et 30, et dans le même contexte global de défaite et de recul du mouvement révolutionnaire, ont entrepris de sauver du désastre le plus haut moment théorique de ce mouvement, à savoir la « Théorie critique » de la société capitaliste esquissée par l'œuvre de Marx.

Les œuvres des théoriciens de l'Ecole de Francfort ont en effet été pratiquement inconnues en France jusqu'à une date récente. Seule exception notable : Marcuse. C'est d'ailleurs par l'intermédiaire de ce dernier et de son renom, avant et surtout après mai 68, au sein du mouvement étudiant européen et américain, qu'a été retrouvée en France la trace de Max Horkheimer et de T.W. Adorno, principales figures de la première génération de l'Ecole. Du même coup, on découvrait l'œuvre de Jürgen Habermas qui, avec Alfred Schmidt (lequel continue pour sa part — inexplicablement — à être délaissé par les traducteurs français), sont leurs principaux héritiers théoriques. Une série de traductions, entreprises par les éditions Gallimard et Payot, mettent désormais quelques-uns des principaux ouvrages de ces auteurs à la portée du public français (1).

Evoquer l'immense travail théorique qu'ont accompli et que continuent à accomplir ces œuvres, souligner à la fois leur unité et leur diversité (que trahit quelque peu la dénomination d'« Ecole » de Francfort), voire en marquer les limites, est une tâche impossible à accomplir dans les cadres de cet article. Nous nous contenterons d'évoquer quelques-unes des idées centrales autour desquelles la Théorie critique s'est constituée en en mettant en évidence l'actualité.

La première tâche des théoriciens de l'« Institut de Recherche sociale » qui se constitua à Francfort au cours des années 20 — et notamment de Horkheimer et Marcuse — fut de *restituer la théorie critique marxiste dans son authenticité*, de la dégager de sa double dégradation en science économique et en idéologie politique au sein de la IIe et de la IIIe Internationales, aspect partiel du processus global de décomposition du mouvement révolutionnaire européen. Parallèlement aux travaux de Lukacs, de Korch, d'Ernst Bloch, Horkheimer et Marcuse rappelèrent la spécificité du discours critique du marxisme en le distinguant à la fois de la philosophie spéculative et de la science opératoire — tout en marquant ce que le marxisme emprunte à l'une et à l'autre. l'Expression de « théorie critique » devait permettre de qualifier un discours soucieux non pas d'amener à la contemplation de l'ordre parfait du monde (comme la philosophie) ou d'assurer la mise en forme rationnelle de la réalité dans le but de la dominer (comme la science), mais soucieux tout d'abord de contribuer à l'appropriation par l'humanité de ses convictions naturelles et sociales d'existence, les conditions de son avènement en tant que sujet libre, maîtresse d'elle-même comme de l'univers (2).

L'interrogation sur la spécificité théorique du marxisme, sur ses rapports à la philosophie et à la science devait amener — notamment Horkheimer et Adorno — à *reconsidérer le concept clé de raison*, hérité de la pensée bourgeoise dans sa lutte contre les formes dogmatiques (idéologiques et politiques) de la féodalité et de l'Ancien Régime. Dans le contexte des années 30 et 40, cette question du contenu et du sens de la rationalité n'était pas (et n'est pas davantage aujourd'hui) de nature spéculative : de la « rationalisation » (taylorisation) du processus de travail à l'intervention accrue de l'Etat et de ses appareils dans le procès d'ensemble de la vie sociale, ces années ont vu se mettre en place des procédures de domination pour lesquelles la rationalité (ou du moins une certaine forme et figure de celle-ci) ne représentait pas seulement une apparence idéologique, mais aussi l'instrument de son efficacité pratique. Expérience cruciale au cours de laquelle la raison, synonyme jusqu'alors d'émancipation et de liberté, devenait symbole et moyen de domination et d'asservissement. Les efforts de l'Ecole de Francfort consistèrent alors, à travers une critique du concept de raison et de la rationalité comme telle, à déterminer les conditions mentales et sociales permettant de défaire cette alliance maléfique entre raison et domination (3).

Enfin, c'est sur le fond du débat engagé sur le concept de raison et de la critique ainsi développée de la rationalité instrumentale (celle de la science et de la technique), que Jürgen Habermas devait *reprendre la question du rapport entre théorie et pratique*. Question décisive au sein du mouvement révolutionnaire puisque la façon la plus habituelle dont elle a été tranchée (la conception d'une *application* de la théorie dans ou sur la pratique sociale par l'intermédiaire d'une organisation politique) a amené à réintroduire et à reproduire à l'intérieur de celui-ci les rapports de domination et d'aliénation qui l'ont perverti. L'examen de cette question — qui reste ouverte jusque dans les dernières œuvres d'Habermas — a amené ce dernier à réactiver contre la dimension technique de la rationalité (issue de l'organisation du travail) sa dimension pratique (celle régissant l'interaction entre les sujets sociaux, qui ne peut jamais totalement exclure l'établissement d'un consensus) (4).

Ces trop brèves indications permettent cependant de donner une idée du type et du style de travail théorique poursuivi par l'Ecole de Francfort depuis une cinquantaine d'années. Ce travail assume simultanément l'héritage de la culture classique avec sa charge utopique (les idéaux de liberté, d'égalité, de fraternité — l'idée d'une société organisée selon les impératifs de la raison, c'est-à-dire maîtresse d'elle-même et de son destin) et les exigences les plus actuelles de la pensée et de l'action révolutionnaires ouvertes sur l'avenir. Il porte ainsi le marxisme à la hauteur de ses possibilités théoriques — comme d'ailleurs les œuvres déjà citées de Bloch, Lukacs.

Cela explique peut-être pourquoi ces œuvres ont été aussi longtemps ignorées chez nous et que leur traduction n'a pas fondamentalement modifié le paysage théorique français. Les penseurs français n'ont en effet — à quelques exceptions près, et Goldman par exemple — guère fait que servir le marxisme comme *idéologie* de partis et d'Etats sans être en mesure de s'en servir comme théorie *critique*. Tâche servile qui les a amenés les uns après les autres à rejeter le marxisme, échangeant un dogmatisme anti-marxiste contre leur dogmatisme « marxiste » de la veille.

De ce point de vue, la parution en français des principales œuvres de l'Ecole de Francfort est quelque peu intempestive : elle s'effectue en pleine offensive contre le marxisme et la pensée révolutionnaire en général, dont l'épisode de la « nouvelle philosophie » n'est qu'un signe avant-coureur et superficiel. Le risque est donc grand de voir ces œuvres détournées et utilisées comme machine de guerre contre la théorie marxiste elle-même (5). Il est du devoir de tous ceux que le destin de cette dernière préoccupe de veiller à ce que pareille falsification ne puisse avoir lieu.

Alain Bihr

(1) Pour introduire à l'Ecole de Francfort, consulter : Martin JAY, L'imagination dialectique, trad. Payot ; J.M. VINCENT, La théorie critique de l'Ecole de Francfort, Galilée ; P. ASSOUN et G. RAULET, Marxisme et théorie critique, Payot.

(2) Consulter notamment : M. HORKHEIMER, Théorie critique, trad. Payot ; Théorie traditionnelle et théorie critique, trad. Gallimard ; H. MARCUSE, Raison et révolution, trad. Ed. de Minuit ; T.W. ADORNO, Dialectique négative, trad. Payot.

(3) Consulter notamment : M. HORKHEIMER, Eclipse de la raison, trad. Payot ; M. HORKHEIMER et T.W. ADORNO, raison, trad. Payot ; M. HORKHEIMER et T.W. ADORNO, Dialectique de la raison, trad. Payot.

(4) Consulter : J. HABERMAS, Théorie et pratique, trad. Payot ; La technique et la science comme idéologie, trad. Gallimard ; Raison et légitimité, trad. Payot.

(5) Cf une pareille utilisation tendancieuse de certains textes de Horkheimer dans le nº 5 (nouvelle série) de la revue Esprit (mai 1978, Seuil).

NEGACIONES

REVISTA CRITICA DE TEORIA HISTORIA Y ECONOMIA

Marxismo y anarquismo frente al capitalismo.
Llamamiento a la opinión pública española.
Comité de solidaridad con el pueblo y los presos políticos en Portugal.
Las contradicciones del antileninismo. **Frank Mintz.**
Ante la crisis del marxismo. **Antonio Santesmases.**
La revolución como crítica de la política. **Fernando Ariel del Val.**
La oposición obrera, Alejandra Kolontai y el X° Congreso del Partido Comunista ruso (bolchevique). **Telesforo Tajuelo.**
Valor y precio en Marx. **Paul Mattick.**
Chomsky: ¿ultraliberalismo o anarquismo? **Javier Sadaba.**
«Que la fuerza te acompañe» (cine e imperialismo USA). **Bernardo López.**

LIBROS:
M. FOUCAULT: *Microfísica del poder* (V. de Dios y M. A. Sánchez).
A. HELLER: *Sociología de la vida cotidiana* (J. F. Ivars).
J. ISRAEL: *Teoría de la alienación* (F. J. Puertes).
J. J. SEBRELI: *Tercer Mundo: Mito burgués* (Lito Bermejo).

Otoño 1978
N.° 6

Redacción: Atocha, 95. Madrid-12
Edición-Administración: Editorial Ayuso - San Bernardo, 34.
Tel. 222 80 80. Madrid-8

SOMMAIRE

L'Ecole de Francfort et le marxisme p. 2
Guy Sabatier
Rosa Luxembourg vivante ..... p. 3
Les vents d'Ouest secouent la Chine (interview) ..... p. 4-5
Al Bourquii
Algérie d'un colonel à l'autre ..... p. 5-6
Lucienne Rey
La minorité agissante en Pologne p. 6-7
L. Rigal
Iran : Déstabilisation en Moyen-Orient ..... p. 7-8
Dossier Italie
Crise et Politiques « Solidarité Nationale ». Politique des Sacrifices et Riposte ouvrière.
La Grève des Hospitaliers
Alfa Roméo les élections aux conseils d'usine ..... p. 9-11
Contrat - a - Courente
Portugal :
La Réforme Agraire (suite) ..... p. 12
Alain Spielmann
Construire l'utopie (Architecture Berlin (1919-1933) ..... p. 13
Gerry Vignola
La montée du pouvoir syndical en Grande Bretagne (suite et fin) ..... p. 14

ROSA LUXEMBOURG VIVANTE

En 1935, à la fin d'un texte intitulé « Les divergences de principes entre Rosa Luxembourg et Lénine » (cf. *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, E.D.I.), Paul Mattick qui fut membre du K.A.P.D. — Parti Communiste Ouvrier Allemand — et par la suite un des principaux théoriciens des groupes « communistes de conseils » (cf. les revues : *International Council Correspondance, Living Marxinsm et News Essays*), écrivait :

« *Un nouveau mouvement ouvrier, complètement dégagé des traits social-démocrates (dont ni Luxembourg ni Lénine ne furent exempts) mais résolu néanmoins à mettre à profit les leçons du passé, devra rompre avec les traditions de l'ancien mouvement ouvrier et leur influence délétère. Et la pensée de Rosa Luxembourg demeure à cet égard aussi vivifiante que le léninisme à été néfaste. Oui, ce nouveau mouvement ouvrier, et le noyau de révolutionnaires conscients qu'il comprendra nécessairement, pourra tirer davantage de la théorie révolutionnaire de Rosa Luxembourg, et y puiser plus de raisons d'espérer, que de tous les "hauts faits" de l'Internationale léniniste. A l'image de Rosa Luxembourg, en pleine guerre mondiale et face à la banqueroute de la IIe Internationale, les révolutionnaires d'aujourd'hui peuvent dire, face à l'effondrement de la IIIe Internationale : "Nous ne sommes pas perdus et nous vaincrons si nous n'avons pas désappris d'apprendre".* »

A notre époque, en ce mois de janvier 1979, nous pouvons continuer d'affirmer que la pensée de Rosa Luxembourg *est plus que jamais vivante* malgré ce que Paul Mattick appelait justement « des traits social-démocrates » dont nous avons par ailleurs (cf. ci-après la liste des articles parus dans la revue Spartacus et des textes publiés dans le cahier spécial consacré à Rosa Luxembourg) analysé les conséquences et qui furent dépassés au sein du mouvement révolutionnaire grâce à l'apport théorique d'autres tendances de la Gauche Allemande (en premier lieu par les Communistes Internationalistes — I.K.D. — lors de la fondation du Parti Communiste Allemand les 31 déc. 1918 et 1er janv. 1919).

Présence de Rosa Luxembourg :

60 ans après son assassinat et celui de Karl Liebknecht (15 janvier 1919) sur l'ordre du gouvernement social-démocrate d'Ebert qui avait pris le pouvoir en novembre 1918 et qui déclencha la contre-révolution avec les corps-francs du « chien sanglant » Noske contre l'insurrection des travailleurs et des révolutionnaires à Berlin, il ne s'agit pas pour nous de sacrifier aux traditionnelles commémorations des anniversaires propres aux rites de la bourgeoisie. Au passage, nous pouvons cependant remarquer que le « culte de Rosa Luxembourg » est loin de prendre les mêmes dimensions mystificatrices que celui entretenu par les fractions de gauche ou gauchistes du capital à propos de Lénine, des bolchéviks et de la « révolution d'Octobre 1917). Ce sont surtout les trotskystes qui étaient passés maîtres dans l'art de réduire l'importance politique et théorique de Rosa Luxembourg à celle d'une image pieuse ; son auréole de martyre savamment utilisée leur permettant en effet de reléguer au second plan l'intérêt de ses positions par rapport aux thèses de Lénine : « *Si l'on prend les divergences entre Lénine et Rosa Luxembourg dans leur ensemble, la vérité historique, c'est incontestablement que Lénine avait raison* » (cf. « Bas les pattes devant Rosa Luxembourg », Trotsky, 1932), ils pouvaient ensuite la récupérer tout simplement comme un symbole et s'en servir dans leur lutte contre la « bureaucratie stalinienne ». Ce fut *le mythe des « 3 L »* qui représenta la mise sous l'éteignoir de tout ce qui avait été la pensée vivante de Rosa et son rattachement sans vergogne aux objectifs des bolchéviks-léninistes : « *Si on laisse de côté ce qui est accessoire et déjà surmonté par l'évolution, alors nous avons pleinement le droit de mettre notre travail sous le signe des "3 L", c'est-à-dire non seulement sous celui de Lénine, mais encore sous celui de Luxembourg et de Liebknecht* » (cf. « Rosa Luxembourg et la IVe Internationale », Trotsky, 1935).

Aujourd'hui, nous voulons simplement en profitant d'une date de référence souligner encore une fois *l'actualité* de la pensée de Rosa Luxembourg car ce n'est qu'à partir de Mai 68, grâce à la reprise des luttes autonomes du prolétariat, qu'elle a commencé d'apparaître dans toute sa dimension fondamentale de théoricienne révolutionnaire ayant contribué à l'évolution puis à la rupture du mouvement ouvrier *aussi bien vis-à-vis de la social-démocratie que du bolchévisme.*

Pour prendre conscience de cette actualité, il suffit d'essayer par exemple d'analyser la situation internationale telle qu'elle se présente à nos yeux à l'orée de ces 20 dernières années du siècle. Force est de reconnaître que pour ne pas tomber dans toute la série des interprétations contre-révolutionnaires ou des élucubrations en tous genres qui charrient la confusion, il faut tenir compte d'un grand nombre de positions générales dégagées par Rosa Luxembourg au début de ce siècle, grâce non seulement à sa critique de la IIe Internationale et du léninisme *mais aussi à sa remise en cause de ce qu'elle qualifiait de « vieilles idées » de Marx et d'Engels.* C'est sur cette base de ruptures théoriques accomplies par rapport à l'ancien mouvement ouvrier conditionné par le libre développement économique du capital et l'extension de ses formes démocratiques au XIXe siècle, ruptures prolongées et enrichies ensuite par toute la gauche germano-hollandaise (Pannekoek, Gorter, Korsch, Rühle,...), que l'on peut entreprendre à notre époque, en tant que produit de l'émergence du nouveau mouvement ouvrier, une analyse approfondie de la réalité sociale.

> « *Des esprits mélancoliques se lamentent à l'idée que « les marxistes se querellent entre eux », que les « autorités » reconnues soient contestées. Mais le marxisme n'est pas une chapelle d'une douzaine de personnes qui se délivrent mutuellement des brevets d'« expertise » et devant lesquelles la masse des croyants doit manifester une confiance aveugle.*
>
> *Le marxisme est une vision révolutionnaire du monde qui doit appeler à lutter sans cesse pour acquérir des connaissances nouvelles, qui n'haborre rien tant que les formes figées et définitives et qui éprouve sa forme vivante dans le cliquetis d'armes de l'auto-critique et sous les coups de tonnerre de l'histoire* » **Rosa Luxembourg** « Critique des critiques de l'Accumulation du Capital »

Rosa Luxembourg à l'épreuve des faits :

— Toutes les manifestations de la crise qui mine le système capitaliste à l'échelle mondiale (Guerre économique, inflation, endettement croissant, production militaire...) réclament une analyse précise des racines économiques de cette crise pour comprendre les contradictions *inhérentes au fonctionnement même du capitalisme* qui offrent les possibilités d'une action révolutionnaire du prolétariat. Dans des textes comme « Introduction à l'économie politique » et surtout « L'Accumulation du Capital », l'on trouve des développements significatifs sur les nécessités de l'accumulation capitaliste et sur les limites objectives de celle-ci à l'époque impérialiste. En faisant ressortir les insuffisances des explications traditionnelles fondées sur les shémas de Marx dans le livre II du Capital, en mettant en lumière le problème de la réalisation de la plus-value pour le capital global sur des marchés *solvables* et *extérieurs au cycle capitaliste,* Rosa Luxembourg a touché du doigt ce qui dans la sphère de circulation des marchandises contribue à enrayer l'extension de la production capitaliste *dans son ensemble.* Ses analyses sont fécondes. Non seulement elles indiquent que c'est le but de la production que le prolétariat devra changer pour en finir avec l'exploitation capitaliste (destruction du marché mondial d'où une production basée sur la satisfaction générale des besoins humains et non plus sur la recherche du profit !), — ce qui permet de dénoncer les perspectives de replâtrage du système avancées par la gauche et les gauchistes et faussement baptisées socialistes : nationalisations, contrôle ouvrier, autogestion,... ; perspectives s'inscrivant dans la cadre de la tendance au capitalisme d'Etat par le biais de mesures protectionnistes (fabriquons et achetons français). Mais les analyses de Rosa Luxembourg montrent aussi que le système capitaliste, à la différence des anciens modes de production (esclavagisme, féodalisme) axés sur la reproduction simple, est fondé sur la reproduction élargie, ce qui signifie une marche en avant catastrophique car la forme de gouvernement du capital n'est pas le despotisme mais l'anarchie (exacerbation de la concurrence) ; — ainsi s'éclairent les causes réelles de l'accroissement des rivalités inter-impérialistes et des guerres localisées, des besoins d'aménagement du système sous la forme du capitalisme d'Etat et des tendances à la préparation de la 3e guerre mondiale pour tenter comme à l'issue des deux précédentes, de reculer les échéances encore une fois grâce à des destructions massives de forces productives. La « Brochure de Junius » disait que l'alternative historique était « Socialisme ou Barbarie », on peut aujourd'hui ajouter qu'elle est devenue « Socialisme ou... continuation de la Barbarie ».

— La reprise des luttes autonomes du prolétariat depuis plusieurs années, l'extension de sa combativité aux quatres coins du monde (de Lima au Caire, de Gdansk à Vigo, en passant par Londres et Milan, sans oublier les mineurs américains, les métallos allemands ou les ouvriers chinois de Canton et de Shangaï,...), sa rupture croissante avec la contre-révolution et ses forces d'encadrement (partis et syndicats), réclament un examen minutieux du mouvement réel pour saisir, au travers de ses hauts et ses bas, *la dynamique du processus d'affirmation d'une classe révolutionnaire,* la classe ouvrière seule capable de détruire de fond en comble le capital et ses Etats. Dans des textes comme « Grève générale, Parti et Syndicats », « L'expérience belge de Grève Générale, 1902 et 1913 », de nombreux passages demeurent contemporains dans la mesure où ils révèlent les ressources de la spontanéité des masses par rapport au carcan représenté par la bureaucratie des appareils. Réfléchissant également sur le processus de prise de conscience de classe à travers les luttes de masse, Rosa Luxembourg met aussi en avant, au-delà de la spontanéité, les capacités autonomes du prolétariat pour passer du stade des revendications économiques au stade de l'affrontement politique et social avec le capitalisme (on peut noter à ce propos la profondeur de la divergence avec Lénine qui, depuis « Que Faire », affirmait que le prolétariat ne pouvait avoir qu'une conscience « trade-unioniste » et que la conscience politique devait être amenée « de l'extérieur » par le Parti).

— L'exacerbation du nationalisme à travers les différents conflits inter-impérialistes et l'utilisation toujours intensive du slogan sur « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » nécessitent une conception approfondie de la question nationale sous ses différents aspects *pour éviter le dévoyement des luttes du prolérariat de leur terrain de chasse.* Dans toute son œuvre, par ses articles sur la Pologne, ses textes sur la Ie guerre mondiale, sa brochure sur « la Révolution russe », Rosa Luxembourg a constamment développé sa théorie sur le caractère contre-révolutionnaire des « luttes de libération nationale » à l'époque impérialiste, — ceci principalement contre Lénine qui continuait à leur attribuer une valeur progressiste par rapport aux objectifs de la révolution prolétarienne, mais également en remettant en cause les analyses de Marx et d'Engels à ce sujet à partir de leurs prises de positions erronées sur le renversement du tsarisme russe. La guerre actuelle entre les deux Etats du Cambodge et du Vietnam, Etats baptisés « anti-impérialistes », voire même « socialistes » pour leur « lutte héroïque contre l'impérialisme américain », qui vient de se solder par l'invasion du premier à la suite de l'offensive des troupes du second supérieur en puissance de feu, prouve une nouvelle fois que : « *La politique impérialiste n'est pas l'œuvre d'un pays ou d'un groupe de pays. Elle est le produit de l'évolution mondiale du capitalisme à un moment donné de sa maturation. C'est un phénomène international par nature, un tout inséparable qu'on ne peut comprendre que dans ses rapports réciproques et auquel aucun Etat ne saurait se soustraire* » (Brochure de Junius).

Il faut donc lire et relire Rosa. Pour comprendre :

— D'une part que le marxisme n'est pas un dogme mais une méthode d'analyse et que seule une application concrète de cette méthode permet d'appréhender la réalité complexe et changeante :

— D'autre part que le mouvement réel du prolétariat, sur la base des ruptures déjà accomplies vis-à-vis de la contre-révolution, enrichira encore la théorie révolutionnaire au cours de son affrontement avec le capital en n'hésitant pas à critiquer les « vieilles idées » de Marx et d'Engels ainsi que celles de... Rosa Luxembourg (les « traits social-démocrates » par exemple) comme avait d'ailleurs commencé de le faire le mouvement des années 20 jusqu'à la guerre de 39-45.

Guy SABATIER (janvier 79)

Sur Rosa Luxembourg et la Gauche Allemande, on peut lire dans la *Revue* Spartacus :

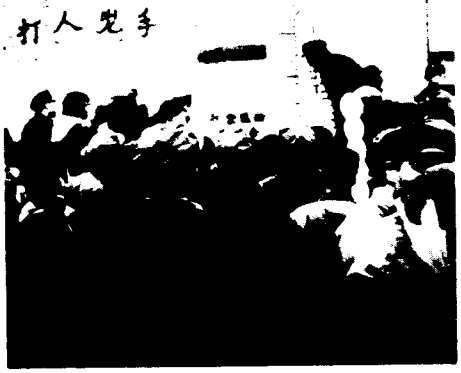
— La Question Nationale : l'enrichissement du marxiste par R.L. (nº 1)

— « Vive le lutte » — Lettres de R.L. — Aux origines de la Gauche au sein de la social-démocratie de la IIe Internationale (nº 3)

— Les Fractions révolutionnaires dans la Gauche Allemande — Historique et Actualité du problème (nº 6)

— « J'étais, je suis, je serai » — Lettres de R.L. — Aux origines de la Gauche Allemande (nº 10)

Se reporter également à tous les textes de R.L. parus aux *éditions* Spartacus et aux *Cahier* intitulé : « Rosa Luxembourg et sa doctrine » (série B, nº 80), avec en particulier les chapitres 13 : « Rosa Luxembourg marxiste », et 14 : « Rosa Luxembourg et au-delà... Les Gauches communistes et les fractions révolutionnaires aujourd'hui ».



LES VENTS D'OUEST SECOUENT LA CHINE

Interview de notre ami A.Q.

SPARTACUS : *Une dizaine de mois après notre précédent entretien (cf.* Spartacus n° 8, fév.-mars 1978) *tu es revenu de Chine où tu te trouvais fin novembre et début décembre, lors donc des manifestations des 27 et 28 novembre, entre les accords avec le Japon et le rétablissement des relations diplomatiques avec les Etats-Unis, à l'apogée du mouvement des dazibaos. La Chine est-elle vraiment en pleine transformation, sinon même en révolution?*

A.Q. La Chine bouge, c'est vrai ; il serait absurde de le nier. Mais il ne faut pas surestimer l'ampleur de ces changements. En Europe quand on parle de la Chine on a tendance à perdre le sens de la mesure. A l'accablement des uns qui ont déjà placé les Quatre au Panthéon des héros révolutionnaires malheureux (voyez Bettelheim toujours englué dans l'idéologie) répond l'enthousiasme des autres qui selon leurs goûts devinent à Pékin un nouveau Printemps de Prague ou bien identifient Ten Hsiao Ping à un Tocqueville chinois, rénovateur de la pensée libérale.
Même Simon Leys, depuis longtemps parmi les plus lucides, se laisse entraîner, dans un article récent de l'Express, à un optimisme qui étonne. Et je ne parle pas des hommes d'affaires qui transforment les hôtels pékinois en caravansérails et croient que s'ouvre devant leurs produits un marché sans limites. Remarquons qu'ils sont encouragés en cela par une vraie procession de ministres de toutes nationalités qui vont porter leur hommage aux nouveaux maîtres de l'Empire du Milieu.

SPARTACUS : *Avant d'essayer de démêler les tenants et aboutissants de ces événements, peux-tu nous dire si l'attitude quotidienne des Chinois, leur vie quotidienne, a connu les bouleversements que la presse décrit?*

A.Q. Là encore il y a une part d'exagération. Néanmoins ce que j'avais pu voir il y a un an et que je rapportais incidemment dans notre dernier entretien s'est prolongé et même accéléré. La détente sur le plan culturel est incontestable ; les relations et les échanges personnels avec les Chinois considérablement facilités. Il est vrai aussi que les coiffures des femmes sont plus sophistiquées — sinon plus seyantes ; que des modes à vélléité non-conformiste apparaissent — les lunettes de soleil des adolescents par exemple. On assiste aussi parfois à des scènes pittoresques : ainsi deux jeunes garçons dans un parc s'entraînant mutuellement à nouer une cravate. Mais, anecdote mise à part, il ne faut pas oublier que les Chinois, au moins les plus âgés d'entre eux, se souviennent des Cent Fleurs et de la répression qui s'ensuivit, et donc restent circonspects. Il est significatif que l'effet premier de cette « libéralisation » soit de multiplier les candidats à l'émigration qui pensent sans doute que n'étant jamais sûrs du lendemain il faut profiter des moments favorables.

SPARTACUS : *Cependant la revendication démocratique et la critique de Mao qui lui est liée paraissent prendre une ampleur croissante et jouer un rôle déterminant dans la lutte politique. Qu'en est-il vraiment?*

A.Q. Je crois ce mouvement d'une importance majeure mais peut-être pas dans le sens que l'on pense ordinairement. Il ne s'agit pas tant de quelques centaines de mètres de murs couverts de dazibaos avenue Chang an et rue Wang fu jing. Ces affichages, quels qu'en soient le contenu et le degré (faible) de spontanéité, jouent un double rôle : point d'origine et justification d'une campagne de « rectification des erreurs » d'une part et dérivatif d'une réelle contestation de masse d'autre part.

SPARTACUS : *Peux-tu préciser ces deux points, et aussi expliquer pourquoi tu ne crois pas à la spontanéité de ces mouvements?*

A.Q. Quand je doute de la spontanéité des auteurs de dazibaos cela ne signifie pas que je doute de leur sincérité. Les Chinois ne sont pas différents des autres peuples : ils ne refusent pas la liberté d'expression, ils préfèrent le règne du droit à celui de l'arbitraire, s'ils ont souffert ils veulent le dire et éviter que cela recommence. Et ils ont souffert de Mao Tsé Toung et de ladite Révolution culturelle. Je suis par contre à peu près convaincu que la manifestation du 27 Novembre était spontanée, même si celle du lendemain ne l'était déjà plus. Il faut toutefois garder en l'esprit que ces affichages restent très disciplinés et, semble-t-il jusqu'à ces derniers jours, limités à Pékin (quelques dazibaos auraient été vus tout récemment à Shanghaï et Canton). Ce n'est pas une campagne de masse. Les journaux reprennent les thèmes des dazibaos mais n'ont lancé aucun mot d'ordre pour les généraliser — et nul ne s'y risque.
Tout se passe comme si les dazibaos ne servaient qu'à lancer des thèmes qui sont ensuite repris dans la presse nationale et régionale, qui diffusent dans le Parti et l'Administration et dont l'objet principal est d'encourager les cadres moyens et inférieurs à oser dire la vérité sur l'état réel du pays. Et ce que l'on apprend est encore pire que ce que l'on imaginait. La situation économique d'abord, dans les campagnes comme dans les villes, est catastrophique. Les radios provinciales ne cessent de dénoncer la totale désorganisation des campagnes : gestion aberrante, gaspillage, sabotage, salaires déraisonnables et arbitraires, détournements de fonds, utilisation absurde des rares machines et tracteurs, travail improductif, etc. Dans le Fukien, dans le Setchouan, le Hunan, le Kwangsi, le Kiangsi, le Kweichow : de partout surgissent les plaintes sur l'incompétence, l'attentisme, l'autoritarisme des cadres. Et tout cela aggravé par une sévère sécheresse. La misère des campagnes, dans certaines régions serait extrême. Et partout les engrais manquent, le système d'irrigation se dégrade, la mécanisation reste un rêve lointain. Enfin le phénomène classique des ciseaux entre prix agricoles et prix industriels suscite la colère des paysans. C'est pourquoi une première série de mesures a été prise au cours du plénum du Comité central du 22 décembre : relèvement de 20 à 50% du prix d'achat des céréales par l'Etat, baisse de 15 % des produits industriels pour l'agriculture.
Dans le domaine industriel, la situation n'est pas meilleure, et non seulement au plan quantitatif ce qui est bien connu, mais aussi au plan qualitatif. Maintenant que sont abandonnées les illusions sur les vertus du bricolage et les querelles byzantines sur les « experts » et les « rouges » la réalité se révèlent dans sa crudité : une technologie qui date des années 50 et même 40, une productivité inférieure de plusieurs dizaines de fois à celle des pays industrialisés, un énorme gaspillage de ressources, des produits inadaptés et médiocres, aucune standardisation, une utilisation et surtout une organisation déplorable de l'appareil productif. Tot cela est aujourd'hui, écrit, répété... en ajoutant rituellement que c'est la Bande des quatre qui a conduit l'économie au bord de la ruine. Mais si la cause est discutable, le résultat lui ne l'est pas.

SPARTACUS : *Si je comprends bien tu veux dire que cette campagne sert à « libérer la parole » pour que chacun ose étaler au grand jour toutes les erreurs et faiblesses de l'économie. Connaître ces erreurs permet de les rectifier et fournit une justification à la politique choisie pour les « Quatre modernisations », c'est-à-dire l'appel à la technologie et aux crédits de l'Occident.*

A.Q. Exactement. La Chine est une grande masse inerte. Pour la bouger, c'est une vieille tradition, il faut la secouer vivement. Or, le tournant, quant à la politique économique, est brutal et radical. Pour le faire comprendre et aussi pour que la bureaucratie naturellement convervatrice consente à l'appliquer, il faut enfoncer le clou avec vigueur. Là d'ailleurs, est une des raisons pour lesquelles je crois que les fournisseurs occidentaux se font des illusions : la Chine achètera beaucoup certes, mais beaucoup moins qu'elle le dit ! En tout état de cause, j'ajoute cela incidemment, la marché chinois ne résolvera pas la crise du capitalisme : si elle double, ce qui n'est déjà pas mal, le volume de ses importations, la Chine deviendra un marché comparable à la Suisse. Le prétendu ballon d'oxygène pourrait se révéler n'être qu'une balle de ping-pong !

SPARTACUS : *Tu disais également que cette campagne en faveur des droits démocratiques jouait un rôle sur le plan intérieur, celui de détourner une éventuelle révolte populaire.*

A.Q. En effet. Si l'on veut comprendre les dirigeants chinois, comme ceux de tous les pays, il faut se tenir ferme à une seule et bien banale idée : leur unique objectif est de conserver le pouvoir, peu importe les moyens. Or pour conserver le pouvoir il faut se garder de l'ennemi catastrophique ne se mesure pas seulement en indices ; et tous les discours idéologiques ne remplacent pas un seul porc laqué : autrement dit, il faut compter avec le mécontentement de la population. Et, comme je le disais déjà il y a quelques mois, la population chinoise, la classe ouvrière comme la paysannerie, est loin d'être écrasée. La résistance, non seulement passive comme en URSS, mais aussi active n'a jamais été brisée. Laisser se développer la revendication démocratique, selon des canaux bien contrôlés est d'une grave habileté politique et idéologique (on ne pouvait d'ailleurs attendre moins du retors Teng Tsiao Ping). Cela permet de centrer le mécontentement sur la question des libertés et par voie de conséquences de circonscrire la critique du régime. Cela permet aussi d'adoucir du halo des bonnes intentions la répression des opposants et la discipline rétablie, parfois sans ménagements, dans la travail. Enfin cela donne au Parti l'élégance de prendre la tête de la critique et de couper l'herbe sous les pieds d'une véritable contestation de masse.

SPARTACUS : *Ne crois-tu pas cependant que tu négliges la lutte acharnée qui paraît se dérouler au sommet du Parti et que la véritable cible de Teng Hsiao ping est Hua Huo feng?*

A.Q. Je persiste à penser (mais je peux me tromper !!) que malgré leurs divergences probables, Teng et Hua sont complémentaires et ont besoin l'un de l'autre. Si l'on suivait les analyses des pékinologues on ne comprendrait pas pourquoi Hua Kuo feng n'est pas déjà tombé, tant il serait isolé. Tous ses prétendus soutiens ont sombré les uns après les autres, Wu Teh, Chen Hsi lien, Chi Teng kuei, alors que d'autres tels Wang Tung hsing ou même le vieux Yeh Chien ying sont ouvertement menacés. Pendant ce temps les amis de Teng Hsiao ping remplissent les places, Hou Yao pang, Wang Chen, Liu Hu chia ou encore Chen Yun pour qui a été recréée une vice présidence du Comité central. Dans le système des capitalismes d'Etat, c'est au sein de l'Etat lui-même, qui pour se reproduire doit régulièrement s'autodétruire partiellement, que se résolvent les conflits sociaux. Les Quatre, et tous ceux qui ne comprennent pas la nécessité du changement politique doivent disparaître. Car les Quatre et

Teng représentaient des politiques opposées, cohérentes et incompatibles. Il n'apparaît pas que ce soit le cas entre Teng et le centriste Hua. L'un et l'autre sont d'accord sur les objectifs mais ils savent les dangers courus par leur classe; car le seuil au-delà duquel cesse le conflit entre fractions de la bourgeoisie c'est le risque de la perte du pouvoir. L'un et l'autre savent qu'il faut appliquer à la Chine des remèdes de cheval, qu'il faut comme ils disent « réviser les verdicts », c'est-à-dire non seulement réhabiliter les Peng Te huai, Tao Chu, Po i Po ou Peng Chen en attendant Liu Shao shi, mais reconsidérer l'histoire même de la République populaire. Et ceci doit être mené à la fois avec audace et prudence. La prudence c'est Hua : en personnifiant la continuité et la légitimité, même si le fameux papier griffonné par Mao est un faux, il protège le régime et l'institution-Parti. Sans lui il serait possible que la société chinoise éclate sous les coups de butoir de Teng (éclate même au sens propre par réveil des forces centrifuges traditionnelles des provinces). Mais sans Teng et ses partisans, tous les cadres d'avant la Révolution culturelle, les seuls compétents, les seuls sinon populaires du moins tolérés, Hua est condamné à l'immobilisme. Pour la bourgeoisie chinoise il faut échapper au dilemme mortel : ou le Parti ou l'économie, donc l'unité de la nation. C'est ce dilemme que le duomvirat de Pékin essaie de contourner.

SPARTACUS : *Mais pourquoi cet alignement soudain sur l'Occident, presque sans conditions ?*

A.Q. Il n'y a pas d'autres choix. Depuis que les dirigeants de Pékin ont pris conscience de leur retard militaire, de l'archaïsme de leur armée, ils ne pouvaient que rechercher la protection américaine pour le temps nécessaire à la reconstitution de leurs forces. Car autant que des usines et une infrastructure ce que Teng attend de l'Occident ce sont des armes. Ce n'est un secret pour personne que la négociation commerciale avec la France a tourné autour de ce marchandage : nous achèterons des biens d'équipement à votre industrie en crise en proportion des armes que vous nous vendrez. D'ailleurs Teng Hsiao ping pour conforter l'appui qu'il reçoit de l'armée, a envoyé ses généraux aux quatre coins de l'Europe pour qu'ils constatent de visu l'obsolescence de leur matériel. En outre pour que ces « échanges amicaux » se déroulent bien il faut liquider tous les points de friction avec les capitalismes occidentaux.
Mais il y a aussi autre chose. Les Chinois ont médité l'échec économique de l'URSS. Ils ont compris les défauts d'une centralisation excessive, de même que les obstacles presque insurmontables que crée la résistance passive d'une population qui n'adhère à un régime que par crainte ou résignation. Ils ont étudié la Hongrie et la Yougoslavie, pour l'autogestion de laquelle Hua Kuo feng ne tarit pas d'éloges (un dazibao très récent conseille de prendre modèle sur la Yougoslavie !). Si sont suivis les conseils de l'économiste Hou Kiao mou dans son long article « Se conformer aux lois économiques » on aboutira à un système très décentralisé, où les unités de production, agricoles, industrielles, administratives, sont autonomes et se lient par contrats bilatéraux : on ne peut que songer à la réforme économique hongroise et à... Libermann. Dans cette voie le profit, les primes, mais aussi le marché sont nécessaires — et cohérents. Sans parler des cadences qui auraient déjà suscité de violentes réactions ouvrières.

SPARTACUS : *Autrement dit le capitalisme ?*

A.Q. Bien sûr, mais pas plus qu'auparavant. Simplement le paradoxe est que la crise économique, la guerre économique aussi, dont les racines plongent dans le capitalisme occidental, affectent non moins violemment les capitalismes d'Etat, capitalismes faibles où la crise est endémique. Alors, après d'autres, les Chinois redécouvrent les vertus des lois du marché. Ten Hsiao ping comme Raymond Barre (ou Roccard) constatent que l'étatisation du capital fait chuter sa compétitivité. Mais aveuglés les uns et les autres par leur idéologie bourgeoise, ils ne peuvent comprendre ou admettre que leurs remèdes, même s'ils font illusion quelque temps, ne pourront qu'aggraver encore le mal. L'étatisation n'est pas le fait de génies malfaisants mais le produit du mouvement même du capital. La roue de l'histoire ne tournera pas à l'envers. Le libéralisme est la vraie utopie d'un capitalisme mondialement malade.

ALGERIE : D'UN COLONEL à L'AUTRE
« L'Algérie caporalisée »

En quinze jours, la presse et les medias auront consacré plus de place à l'Algérie qu'ils ne le firent en treize ans de régime boumedieniste. Hier il fallait jouer des pieds et des mains pour s'informer sur la situation algérienne. Aujourd'hui on sait pratiquement « tout » sur les difficultés du pays et le mécontentement de la population : crise économique, démographique, faillite de la réforme agraire, maigre bilan de la politique d'industrialisation.

Le colonel Boumediène est mort, après une agonie dont la mise en scène rappelait celle d'un autre dictateur, Franco. Disposant de l'armée, seule force organisée en Algérie, il avait été naturellement choisi pour mettre à bas, le 19 juin 1965, Ben Bella, celui-là même qu'il avait aidé à s'installer trois ans auparavant. En 1962, en effet, l'armée avait choisi Ben Bella contre les autres fractions du Front de libération nationale (FLN). Mais Ben Bella n'avait pas réussi à se constituer une force capable d'assoir son pouvoir. Il s'était maintenu par un habile jeu de balancier entre les différentes fractions de la bourgeoisie dont il était l'expression. Ainsi il avait appuyé la tentative de création de milices populaires, préconisée par la « gauche » du régime et destinée à affaiblir le poids de l'armée. Mais il avait échoué et était devenu l'otage de l'armée qui allait le renverser.

En renversant Ben Bella, l'armée mettait momentanément fin à une période active du prolétariat : le mythe de l'autogestion algérienne signifiait la réalité de la lutte des classes. Poussé en avant (1) de par sa place au sommet de l'appareil militaire, Boumediène allait peu à peu s'imposer comme un « Bonaparte ». Sous l'égide de son armée, la bourgeoisie algérienne issue des premières années de l'« indépendance », et surtout sa fraction la plus dynamique (bureaucratie d'Etat et appareil militaire (2), tentait de se constituer en une solide classe nationale. Pour ce faire, elle choisit d'industrialiser le pays à outrance, au moyen d'industries hautement techniques capables de faire face à la concurrence du marché mondial (3) et permettant un enrichissement rapide. Pour se protéger du mécontentement populaire, l'appareil répressif (armée, police) (4) et le discours idéologique (5) étaient là.

Un héritage lourd de catastrophes ?

Si la mort de Boumediéne a été accueillie avec anxiété par la bourgeoisie nationale et internationale, c'est parce que ce « policier suprême » laissait, malgré les apparences, une situation peu enviable, caractérisée par l'accumulation des contradictions. Plus qu'une quelconque adoration de l'« homme Boumediène », les manifestations d'Alger lors de l'enterrement du chef de l'Etat traduisaient les inquiétudes d'une population se lamentant sur sa misérable condition et se demandant de quoi demain serait fait. En effet, l'Algérie est confrontée à deux problèmes importants :

a) *le conflit algéro-marocain :*
Pour ne pas voir se développer à côté d'elle une trop forte puissance adverse (6), l'Algérie s'est opposée aux prétentions marocaines sur l'ancien Sahara espagnol. Ainsi elle a appuyé politiquement et armé le Front Polisario, afin qu'il défende ses prétentions sur les richesses du sous-sol saharien. La dépendance de ce Front est aujourd'hui évidente : aux difficultés que traverse l'Algérie correspond un arrêt total des activités du Front Polisario contre les forces armées mauritaniennes et marocaines.

Le conflit avec le Maroc(7) a affaibli la position de l'Algérie sur le plan africain et arabe, et l'a confrontée à l'une des meilleurs armées africaines (8). La situation de l'Algérie est très inconfortable : elle doit se sortir du guêpier sahraoui sans perdre la face et en même temps s'opposer aux appétits marocains. L'embarras de la diplomatie algérienne a été perçu lors de l'affaire du « largage d'armes » en Kabylie par un appareil marocain. Le régime algérien a profité de l'affaire pour tenter une union autour de lui, mais en même temps il a minimisé les risques de cette affaire.

b) *Une faillite économique et une lassitude sociale :* L'économie tourne en moyenne à 30 % de ses capacités réelles; l'absentéisme et la faiblesse de la durée effective du travail sont généraux. Ainsi dans les conditions de la crise économique mondiale, les grandes entreprises technologiques conçues pour le marché international n'arrivent pas à s'imposer face à la concurrence, de plus en plus impitoyable, qui sévit. Plus critique, parce que touchant aux réalités quotidiennes même, est la crise agricole. La réforme agraire, promulguée le 8 novembre 1971, n'a pas empêché un exode rural de plus en plus intensif et se révèle un échec. Les paysans quittent la campagne pour aller peupler les bidonvilles qui entourent les zones urbaines. La pénurie alimentaire est le lot quotidien de la population laborieuse, et seul le maintien, pour les aliments de première nécessité, des prix à bas niveaux, grâce à des subventions d'Etat, permet d'éviter le pire. La baisse générale de la production agricole oblige l'Algérie à importer la plus grande partie de ses aliments (dont le blé, des USA et du Canada : 20 millions de quintaux par an). De plus, le circuit de distribution est laissé aux mains des spéculateurs d'Etat et les prix exhorbitants de certains aliments voisinent avec le pourrissement de tonnes de produits alimentaires sur les quais des ports.

La flambée des prix en Algérie se conjugue avec la flambée démographique : 10 millions d'Algériens en 1962, 19 millions aujourd'hui, 26 millions prévus pour 1990. 54,2 % de cette population a moins de 17 ans; la moitié de la population va faire son entrée sur le marché du travail dans les années qui viennent. Que faire de cette main-d'œuvre alors que l'aggravation de la crise mondiale diminue les possibilités concurrentielles de l'Algérie ?

Le mécontentement est évident (9); il ne touche pas seulement les classes laborieuses, mais aussi une fraction de la bourgeoisie et les classes moyennes, qui n'ont pas trouvé leur compte dans les orientations économiques du régime.

L'avenir est sombre pour la bourgeoisie : l'armée et les expédients seront-ils encore assez forts pour canaliser la révolte populaire latente ? Le mécontentement continuera-t-il de sourdre ? Deux forces s'opposent désormais au régime actuel : les partisans d'un Etat démocratique et un prolétariat de plus en plus combatif.

Fractions bourgeoises et réémergeances ouvrières

Les détenteurs du pouvoir :

En dépit des divergeances existant au sein de l'équipe au pouvoir, il est clair que la bourgeoisie ne remettra pas en cause l'orientation prise sous le règne de Boumediène. Tout au plus accordera-t-elle une certaine libéralisation économique, au profit du secteur privé et des petits commerçants. Pour calmer le

1) Dans leur ouvrage, « l'Algérie indépendante », G. Chalind et J. Minces rapportent « l'adhésion réelle ou apparente de l'ensemble des cadres du pays » au coup d'Etat ; ce qui correspondait bien aux vœux de la bourgeoisie algérienne, et non à un pronunciamento.

2) En Algérie, l'armée a deux fonctions : l'une répressive, l'autre économique : elle administre les coopératives et gère des fortunes personnelles ou des sociétés capitalistes.

3) Comme la puissance société nationale de traitement et de commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH), véritable Etat dans l'Etat. Elle est par ailleurs la seule société capitaliste algérienne compétitive sur le marché mondial, puisque 95 % des exportations de l'Algérie relèvent du domaine pétrolier.

4) L'armée algérienne comprend 75 800 hommes, dont 67 000 dans l'armée de terre. Elle n'est opérationnelle que depuis deux ans (début du conflit du Sahara espagnol). C'est avant tout une armée de guerre civile.

5) Boumediène commença à se rendre populaire quand il dénonça la capitulation de Nasser en juin 1967. A cette occasion, des manifestations houspillant Nasser eurent lieu en Algérie.

6) Se rappeler l'hostilité de l'Algérie au projet de fusion Tunisie-Lybie.

7) Le Maroc n'a pas abdiqué ses prétentions sur Tindouf et une partie de l'ouest algérien.

8) Se rappeler le rôle de l'armée marocaine dans le conflit katangais en 1978.

9) Il s'est notablement traduit par des émeutes lors des matches de football et une foule importante (10 000 personnes) lors de l'enterrement de Kaïd Ahmed en 1978, ancien compagnon de Boumediène et opposant de fraîche date.

mécontentement de cette fraction bourgeoise et permettre le décongestionnement du marché intérieur (le secteur alimentaire surtout souffre des carences bureaucratiques). Dès lors, la bourgeoisie d'Etat, et notamment son élément dynamique, les cadres du secteur étatique de l'économie, choisiront leur nouveau président conformément aux vœux de l'armée, protecteur suprême. Vont alors primer les ambitions des aspirants à la présidence. A ce stade de la « bagarre » l'alternative s'offre à la clique actuellement au pouvoir : soit les rapports de force entre les différents clans sont équilibrés, alors pourrait emerger un président de compromis, avec repartition des postes en conséquence (la constitution offre la possibilité d'un trumirrob, ministre de la défense, premier ministre et président). Soit s'impose celui qui jouit de la plus grande autorité au sein de l'armée et particulièrement des commandants des troupes opérationnelles.

C'est pourquoi une forte personnalité comme le colonel Chadli paraît mieux placée que le chef de parti, le colonel Yahiaoui. Si ce dernier ne doit compter que sur les organisations d'encadrement, telles que le FLN et les différentes Unions nationales de femmes, de paysans et de jeunes, serait ce soutien insuffisant. Ces organisations sont des filières pour les apprentis-bureaucrates et des voies de garage pour notables ou politiciens écartés du pouvoir. Elle n'ont pas plus d'influence sur les masses que le syndicat UGTA (Union générale des travailleurs algériens) n'en a sur les travailleurs (depuis trois ans, il ne parvient pas à enrayer les grèves).

Seuls les staliniens du PAGS (Parti de l'avant-garde socialiste, qui a succédé au Parti communiste algérien) tentent de donner vie à ces organes. Fidèles à leur tactique d'investissement des appareils, ils sont les plus zélés défenseurs des mesures anti-ouvrières, comme celles du « statut du travailleur », qui lie désormais le salaire de l'ouvrier au rendement.

Les sirènes démocratiques :

La maladie, puis la mort de Boumediène ont permis à l'opposition en exil de se manifester. Cette opposition, divisée, va d'anciens opposants à Ben Bella (comme Mohamed Boudiaf et Hocine Aït Ahmed, fondateurs du FLN en 1954), jusqu'à d'anciens compagnons de route du régime de Boumediène, en passant par d'anciens partisans de Ben Bella. Les buts de ses membres semblent divergents : pour les uns, la démocratie tient lieu de programme ; d'autres prônent un socialisme, non défini, sinon comme une « issue démocratique de gauche » (Boudiaf et son Parti de la révolution socialiste, PRS) ; d'autres encore appellent à un « socialisme autogestionnaire ».

De même en ce qui concerne les moyens : certains recherchent un consensus avec l'équipe au pouvoir ; d'autres appellent à un « pacte national » pour chasser les dirigeants d'Alger ; d'autres enfin demandent aux travailleurs de se « regrouper dans les syndicats », après les avoir débarrassés des « bureaucrates serviles » (10). Tous pourtant s'accordent à demander les « libertés démocratiques » et l'élection d'une « assemblée constituante » pour former un gouvernement, etc. La démocratie, voilà la panacée à la crise actuelle ! Ses mots d'ordre ont pourtant fleuri sur les programmes de tous les partis nationalistes depuis plus de cinquante ans ! Ils figuraient dans l'appel lancé par le FLN le 1er novembre 1954. Et en a-t-on vu une quelconque réalisation ? La capitalisme décadent, avec sa dictature économique, impose aux nouveaux Etats nationaux la dictature politique de la bourgeoisie. C'est pourquoi le but de tout mouvement social doit être la révolution prolétarienne, et non la démocratie bourgeoise.

Renaissance des luttes de classes :

Depuis plus de trois ans, l'Algérie connaît un renouveau de la combativité ouvrière (11). Bien que la plupart des luttes demeurent sur le terrain revendicatif, on est frappé par l'augmentation constante des grèves ouvrières, tant dans le secteur privé que dans le secteur d'Etat, où cette forme d'action est pourtant interdite.

Entre mars et juin 1977, plus de trente conflits ont ainsi éclaté. Le point culminant du mouvement a été la grève des dockers d'Alger, en mai 1977 : ces derniers se sont affrontés au syndicat et aux « CRS » algériens, mais ils ont aussi tenté d'élargir le cadre de leur lutte. Depuis, les conflits durs se multiplient : grèves des cheminots et des employés de la RSTA (autobus algérois) à l'été 1978 ; à la même époque 6 000 ouvriers sont en grève dans le grand complexe méthanier de Skikda. Souvent les ouvriers n'ont pas hésité à dénoncer le syndicat comme briseur de grève, et ont demandé à élire leurs propres représentants). Ce sont principalement ces luttes, et la perspective d'émeutes populaires, qui inquiétent la bourgeoisie algérienne, au moment où elle doit choisir un nouveau guide.

En 1964, lors du congrès des travailleurs de la terre, le délégué de la ville De Saïda disait : « 63 comités de gestion m'ont chargé de dire que nous sommes encore colonisés par la bourgeoisie. »

C'était déjà le « socialisme algérien ». Il dure.

Al Bourquii

10) Abd-el-Krim, dans la revue « Commune », organe des CCA (comités communistes pour l'autogestion), résume parfaitement les diverses revendications de l'opposition : « Il s'agirait aujourd'hui d'avancer dans la voie du socialisme basé sur l'autogestion » généralisée, dans un système politique multipartis, établissent de réelles libertés démocratiques pour les masses et les différentes catégories ethniques ». Plus loin l'auteur préconise « l'émergence d'une organisation de masse marxiste révolutionnaire », qui s'allierait avec les « nationaux révolutionnaires » pour « préserver les acquis du passé ». On serait curieux de savoir quels « acquis du passé » sont à préserver ? Pour les révolutionnaires qui ne sont ni « nationaux », ni « marxistes », « du passé on fait table rase ».

11) Pour connaître les luttes ouvrières et la situation économique de l'Algérie, on peut consulter les revues du PRS : « El Jarida » et « PRS info », en faisant si possible abstraction de l'idéologie populiste qui soustend les analyses. A consulter aussi les 16, 20 et 24 de « Jeune taupe », et l'article « Les luttes de classes en Algérie » paru dans l'Internationale situationniste n° 10 (mars 1966).

LA MINORITE AGISSANTE EN POLOGNE

L'année qui vient de s'écouler a vu la consolidation des organisations *indépendantes*, appelées ainsi pour marquer leur opposition au régime installé à Varsovie, sous l'égide du Parti ouvrier polonais unifié. Ces organisations se manifestent chaque fois que la situation l'exige — les unes depuis plusieurs mois, les autres depuis deux ans et davantage. A l'encontre de la désinformation officielle, elles déploient beaucoup d'ingéniosité pour faire paraître leurs publications, dans des conditions extrêmement difficiles. Et cela en dépit de la censure et des brimades policières — perquisitions à domicile, saisies de machines à écrire et de papier ainsi que de ronéos (outils irremplaçables, car leur vente est réglementée).

Ces publications — une vingtaine en ce moment — suscitent un vif intérêt dans le pays, même si, par la force des choses, elles atteignent un public assez restreint. Toutes paraissent en feuillets ronéotypés, pour la plupart de grand format. Faute de pouvoir les énumérer toutes, mentionnons les plus connues :

• Le *Bulletin d'information* et les *Communiqués* ainsi que les *Déclarations* du Comité d'autodéfense sociale K.O.R. (1), à qui l'on doit aussi d'importants recueils, dont le *Livre noir de la censure* et les *Documents sur l'illégalité*.

• Le bimensuel *Robotnik (L'Ouvrier)* paraît depuis septembre 1977 sur quatre pages petit format ; rédigé par des membres du Comité K.O.R. et des militants ouvriers régionaux, il a pour objet de défendre les droits des travailleurs.

• La revue mensuelle *Opinia (L'Opinion)*, porte-parole du Mouvement pour la défense des droits de l'homme ; créée en mars 1977, de 70 à 80 pages.

• Le *Glos (La Voix)* revue mensuelle du Mouvement démocratique, existe depuis la création de celui-ci en octobre 1977 ; 70 pages environ.

• *Spotkania (Rencontres)*, publication trimestrielle des jeunes catholiques ; rédigée à Lublin, elle comporte une centaine de pages.

La littérature est représentée par deux excellentes revues : *Zapis (Annotation*, mot qui fait également allusion à la censure), publiée tous les trimestres à Varsovie, et *Puls (le Pouls)* de Lodz, à périodicité irrégulière. En outre, le Comité de solidarité des étudiants de Cracovie, qui anime les périodiques *Index* et *Sygnal (Le Signal)* vient de sortir un ouvrage en prose de Victor Woroszylski et un recueil de poésies de Stanislas Baranczak. Ces deux auteurs se trouvent sur la *liste noire* des trente écrivains interdits de publication en Pologne. Ces publications, périodiques et occasionnelles, sont bien entendu diffusées clandestinement. Mais cela n'empêche pas leur diffusion très rapide dans le pays. Certaines, dans un délai plus ou moins bref, parviennent même à l'étranger. Ainsi cet important document (plusieurs pages ronéotypées) rendu public par le Comité d'autodéfense sociale K.O.R. en octobre 1978.

L'APPEL A LA COLLECTIVITE NATIONALE

Sous ce titre percutant, le Comité dresse le tableau de la situation polonaise actuelle. Le point de départ en est « *la protestation ouvrière de juin 1976 qui révéla une crise profonde de la vie économique et sociale du pays. La période de deux ans a été assez longue pour qu'on puisse s'attendre à ce que les pouvoirs publics esquissent au moins des perspectives d'une solution de la crise.* »

Mais cette attente a été vaine puisque « *les nouvelles sources de tension apparaissent sans que les anciennes aient été éliminées* ». La démarche du Comité K.O.R. est essentiellement pragmatique. Elle a pour but d'attirer l'attention des Polonais sur la « *désorganisation accrue et le marasme qui ravagent la vie économique, sociale et culturelle du pays* », pour proposer des moyens susceptibles d'y remédier immédiatement. En même temps, elle vise à mettre en garde les autorités « *contre la poursuite d'une politique qui fait fi des véritables problèmes sociaux, se dérobe à toute solution* », et dont les effets sont apparus dans le passé, « à plusieurs reprises tragiques pour la nation ».

On trouve dans ce document très dense une analyse de la situation économique et sociale du pays. Deux fléaux atteignent quotidiennement les Polonais : l'inflation et la pénurie d'articles d'usage courant. Accélérée depuis l'été 1976, l'inflation se manifeste par la hausse régulière des prix de la plupart des produits alimentaires et de nombreux articles industriels. Car si, en juin de cette année-là, on s'en souvient, sous l'effet des grèves et manifestations ouvrières, le gouvernement déclara abandonner son projet de loi portant augmentation des prix, il n'a pas pour autant renoncé à le mettre en pratique. Discrètement. Ainsi, les articles les moins chers sont retirés de la vente du jour au lendemain, ou rebaptisés, et remplacés par d'autres, bien plus coûteux. La méthode pratiquée sans vergogne dans le commerce socialisé se répercutant dans le secteur privé, dont celui des fruits et légumes, le pouvoir d'achat de la population ne cesse de diminuer. De l'avis du Comité K.O.R., *l'inflation est bien plus forte que ne l'indiquent les statistiques officielles.*

Certes, au début de 1979, le gouvernement envisage de relever les salaires (de 1,5 à 2 %), tandis que certaines entreprises accordent d'elles-mêmes des réajustements, afin d'attirer les travailleurs. Mais ces augmentations auront peu d'effets pour la ménagère, tant qu'elle n'aura pas la possibilité de remplir son panier. Pour le moment, elle ne trouve ni au marché ni dans les boutiques les aliments nécessaires à nourrir sa famille ; en particulier, la viande, denrée de plus en plus rare. La pénurie s'étend également aux articles industriels, grands et petits. Si le ravitaillement général est devenu la grande préoccupation des Polonais, l'acquisition d'un morceau de bœuf, de veau et même de porc constitue le problème crucial. Problème qui ne saurait être résolu, souligne *l'Appel*, par l'extension des magasins dits « commerciaux » où, à défaut d'une longue file d'attente, la

(1) Créé en septembre 1976 en tant que *Comité de défense des ouvriers*, et d'emblée connu sous son sigle polonais K.O.R. Sa mission accomplie un an plus tard, il continue depuis son action sous le nom de *Comité d'autodéfense sociale* en y ajoutant, pour éviter tout malentendu, son sigle initial. Voir *Spartacus* n° 8, février-mars 1978 : « *Un mouvement démocratique est né en Pologne* ».

SILENCE !

Chut, silence, termite :
le censeur est en train d'écrire
sur la liberté de la parole.

C'EST MON COEUR QUI FRAPPE AINSI

Je frappe à la porte de mon pays,
à une porte de ma patrie
sourdement murée :
ma patrie refuse d'être mère,
elle préfère en rester toujours à la conception :
le cœur du pauvre
se referme devant qui l'est plus encor

ON COMPREND...

On comprend que le sbire et le tortionnaire,
quel que soit le progrès
de leur métier inhumain,
aient parfois à peiner durement
pour s'acquitter de leurs changeants devoirs
mais ce n'est pas encore une raison pour escompter
que, pour un tel métier, nous ayons
compréhension, estime, pitié
ou que nous en acceptions, si peu que ce soit, la responsablité

Trad. du polonais par Lucienne REY

Ryszard KRYNICKI

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Ryszard KRYNICKI né en 1943, l'un des chefs de file des la « nouvelle vague » poétique qui s'est cristallisée après 1968. A pris une part active au mouvement des étudiants polonais de mars 1968.

Critique littéraire et traducteur d'écrivains allemands dont B. Brecht et A. Silesius. A publié plusieurs recueils de poèmes dont le dernier paru en édition est l'*Acte de naissance* (Varsovie, 1969). Ses autres recueils — *Tout est possible* (1973), *l'Organisme collectif* (1975), *Une Nouvelle vie croît* (1976) — sont diffusés en ronéo.

Prix du PEN Club polonais en 1975. R. Krynicki fait partie de trente écrivains polonais figurant sur la *liste noire*

viande et la charcuterie sont vendues à des prix inabordables (par exemple, un kilo de saucisson ordinaire coûte ce qu'un ouvrier gagne en moyenne par jour : 150 à 200 zlotys). L'implantation d'un commerce de luxe, favorisée par les dirigeants, dans une économie « planifiée », « socialiste », ne saurait surprendre : elle est à l'image de toutes les autres inégalités économiques et sociales dont le document du Comité K.O.R. fait état.

INEGALITES

Étalées au grand jour à l'instar des magasins « commerciaux », ou bien entretenues en cachette, ces inégalités apparaissent dans bien des domaines de la vie polonaise. A commencer par celui du travail, où l'écart entre les salaires « a peu de rapport avec les qualifications de travail de certaines branches professionnelles ». *L'Appel* attire l'attention sur les conditions de travail de certaines branches industrielles (telles que le batîment et le charbonnage) où les ouvriers subissent « une exploitation renforcée ». Celles des mineurs n'est « comparable qu'à celle du capitalisme à ses débuts ». En outre, on est frappé par « l'énorme distorsion entre les allocations de retraite : « *Il y a en Pologne, des familles qui vivent une situation difficile à l'extrême, et d'autres, peu nombreuses, qui ne connaissent aucun souci matériel* ». De telles inégalités dans un régime (communiste) de pénurie sont d'autant moins acceptables qu'elles s'accompagnent de privilège octroyés aux gens proches du pouvoir. Eux, les nantis, ont à leur disposition des boutiques spéciales où ils trouvent de tout à profusion ; ils obtiennent en priorité un logement (alors que plusieurs années d'attente sont d'ordinaire nécessaires) ou, à leur gré, un terrain à bâtir. Ils bénéficient d'établissements spéciaux : hôpitaux, maisons confortables de convalescence, de repos, etc., alors que « faute d'investissements, la situation est alarmante dans les hôpitaux, où l'on manque de lits, de médicaments », même d'hygiène. « *Dans une situation où la crise économique s'attaque à la collectivité tout entière, et en particulier aux couches les plus défavorisées, les privilèges accordés aux groupes dirigeants suscitent une légitime colère et l'indignation.* »

Et puis *l'Appel* rappelle également la situation faite par le Parti et le gouvernement de Varsovie aux cultivateurs individuels. Ceux-ci — qui détiennent encore 71 % de l'ensemble des surfaces cultivables du pays — subissent « *depuis trente ans les conséquences d'une politique de discrimination dirigée contre l'exploitation paysanne familiale. Malgré tout, la production qu'ils obtiennent d'un hectare de sol cultivable est bien plus élevée que celle d'un hectare du secteur nationalisé.* »

En outre, la crise économique nationale de ces dernières années empêche les exploitants individuels de travailler autant qu'ils le pourraient : ils manquent à la fois de charbon et de matériaux de construction, d'engrais, de fourrage et de machines agricoles. Et la loi sur les retraites paysannes (votée par la Diète en octobre 1977 et qui a pris effet quelques mois plus tard) constitue une entrave supplémentaire. Les cotisations des cultivateurs sont si onéreuses que plusieurs centaines de milliers d'entre eux ont refusé de les verser. Et que cette protestation massive a abouti récemment à la constitution de Comités d'autodéfense paysanne dans certaines régions de Pologne.

Moyens de défense proposés

Dans son *Appel*, le Comité K.O.R. considère également le domaine de la culture, gravement menacé par le pouvoir. L'éthique, la substance même d'un peuple, se trouve en péril lorsque « *le nihilisme social qui se propage engendre l'ivrognerie, la ruse, la corruption et le mépris du travail bien fait.* » Mais le document souligne aussi que « *la société polonaise dispose d'énormes réserves d'initiative, d'activité et d'énergie, capables de surmonter la crise actuelle* ». Pour « libérer ces réserves », il faut en premier lieu assurer à tous les milieux sociaux *une représentation authentique.* Ensuite, il est indispensable de rendre publique *les données vraies* touchant la situation économique et sociale du pays. Le Comité K.O.R. pense qu'ainsi il sera possible d'établir un programme efficace de réformes, à travers le dialogue entre la population et le pouvoir, avec la participation d'experts indépendants.

Le Comité K.O.R. revient ensuite sur des faits récents, pour en tirer quelques leçons. Ainsi les événements de décembre 1970, et ceux de juin 1976, ont montré que les autorités, sous la pression sociale, peuvent faire des concessions, mais qu'elles reprennent très vite ce qu'elles ont accordé. C'est pourquoi « *seule une pression continue, générale et organisée pourra s'y opposer.* »

« *C'est en réclamant d'une manière ferme, résolue et digne le respect de ses droits, que la collectivité nationale peut les reconquérir et, partant, aboutir à la réformation de la République.* » La *Déclaration* du Mouvement démocratique (2), en octobre 1977, traduit cette conviction et constitue, pour le Comité K.O.R., un moyen d'échapper à une explosion brutale, considérée comme une « catastrophe nationale ».

Enfin, le Comité K.O.R. ne se limite pas à recommander à ses compatriotes de s'organiser pour la défense de leurs droits : « *tout citoyen peut et doit prendre la parole dans des réunions publiques (...) présenter des revendications et faire en sorte qu'elles soient adoptées par les participants à la réunion.* » De même, « *il peut et doit inspirer dans son propre milieu une discussion – tant sur les conditions de vie et de travail que sur la situation économique et sociale du pays – et aboutir à ce qu'elle donne lieu à d'authentiques revendications.* » Et aussi : « *Tout citoyen peut et doit contribuer à rompre le monopole d'information de l'Etat* », et ce notamment au moyen de publications indépendantes.

Le Comité K.O.R. conclut en rappelant deux principaux articles du Pacte international des Droits de l'Homme. Pacte que le gouvernement de Varsovie avait ratifié, il y a plus d'un an et demi (mars 1977), mais qu'il ne s'est pas, depuis, empressé de mettre en application.

Lucienne REY.

(2) Le texte de cette *Déclaration* dans *Spartacus*, n° 8, février-mars 1978.

IRAN : DESTABILISATION AU MOYEN-ORIENT

Qu'est-ce qu'un Etat-client ?

Dans cette région, l'Iran est, avec l'Arabie saoudite, le principal Etat-client des Etats-Unis. C'est ce qu'il faut comprendre dans toute sa complexité pour essayer d'évaluer la conjoncture par où il passe aujourd'hui, celle d'une agitation populaire de masse, qui embrasse toutes les couches sociales, à l'exception d'une infime minorité jouissant des avantages du régime, agitation qui se repète périodiquement malgré la répression et l'état de siège imposé par le gouvernement militaire.

L'Iran a été dès le 19e siècle, quoique nominalement indépendant, soumis au contrôle quasi colonial des puissances impérialistes. Il fut le lieu stratégique d'une longue rivalité qui mettait aux prises l'Angleterre et la Russie. En 1907 fut élaboré un compromis par lequel le nord était soumis à l'influence russe et le sud à celle des Anglais. Au cours de la Seconde guerre mondiale, Russes et Anglais intervinrent militairement contre le père du chah actuel qui leur était hostile, le forcèrent à abdiquer et prirent le pays en mains. Quelques années aprés la fin de la guerre, une poussée populaire porta au pouvoir Mossadegh, nationaliste anti-anglais, qui nationalisa la compagnie anglo-iranienne du pétrole. Le chah s'était enfui à Genève. C'est alors que les Etats-Unis intervinrent décisivement. La CIA organisa un coup d'Etat militaire qui renversa le gouvernement nationaliste et remit le chah au pouvoir. Depuis 1953, le chah règne sans aucun contrôle, même parlementaire.

Quel a été entretemps le développement du pays ? On ne peut le comprendre que dans le cadre mondial de l'expansion capitaliste, surtout nord-américaine, de l'après-guerre. Le système ne peut se développer qu'en s'étendant partout où il peut avoir accès à des matières premières, de la main d'œuvre à bon marché et des possibilités d'investissement lucratif. C'est ce qui explique pour l'essentiel les relations entre les pays avancés et ceux qui sont arriérés ou en voie de développement. Il s'agit là d'une phase nouvelle où les rapports économiques ont crû d'une telle manière et à un tel point qu'ils ont changé de qualité. Il n'est plus question simplement d'exportation de capitaux, sans parler de marchandises. Il y a dans le monde une circulation de matières, de marchandises et de capitaux qui permet d'assurer aux entreprises dont la taille et la sophistication se sont parallèlement développés, un minimum de coûts de production et un maximum de profit. On achète les matières premières dans un pays, on les fait façonner dans un autre et on exporte les produits finis dans d'autres pays encore.

Le contrôle technologique

Mais le plus important de la nouveauté n'est pas là. L'économie moderne des intérêts privés (de l'Etat à l'entreprise qui en a les moyens) peut et donc veut s'assurer le contrôle économique du développement des pays auxquels elle s'intéresse, ce qui se fait non plus par l'exploitation de capitaux et par la puissance militaire, mais surtout par le biais technologique. Voilà ce qui est l'essentiel. Quand, par exemple, il y a *investissement* de l'Arabie saoudite par les Nord-américains, il faut prendre l'expression littéralement. Ces derniers y exportent l'équipement physique (et celui des forces armées n'est pas le moins important) de toutes les entreprises auxquelles s'intéresse la technologie occidentale. Ce qui entraîne naturellement l'envoi de milliers d'« experts » (et là encore, ceux qui prennent en mains les services armés et la « sécurité publique » y jouent un rôle crucial). Il s'agit de mettre sur pied, de maintenir et de faire fonctionner tout un appareil économique et militaire. Ce qui revient à le

contrôler directement. A supposer par hypothèse que les Saoudiens veuillent intervenir militairement en faveur des Palestiniens et contre Israel, ils ne le pourraient pas car le commandement opérationnel est aux mains des Nord-américains. Ces pays n'ont pas ou très peu de cadres nationaux techniquement compétents.

On y retrouve la même condition qui prévalait à Cuba avant l'avènement du régime castriste. Le pays était si exploité et clochardisé que même les Cubains qui le pouvaient techniquement, ne trouvaient pas d'emploi adéquat parce que les «yanquis» y étaient en place. Même alors Cuba n'était pas à proprement parler un pays arriéré, mais colonisé. L'île venait au troisième rang des pays latino-américains. Les Cubains instruits qui se formaient en Europe ou aux Etats-Unis étaient au même niveau que leurs semblables occidentaux. Mais le paradoxe voulait qu'un ingénieur agronome cubain ne trouvait pas d'emploi parce que les Yankees en avaient pratiquement le monopole.

Aujourd'hui cet état de choses s'est généralisé et compliqué dans les relations entre pays avancés ou en voie de développement. Pour reprendre le cas de l'Iran qui nous intéresse, de 1953 à nos jours, les Nord-américains ont organisé leur monopole technologique sur l'industrie, les forces armées et les appareils de «sécurité publique» du pays. Quelles en sont les conséquences? Le pays «se développe», si l'on veut, sur le mode occidental au profit des Occidentaux et de leur petite clientèle autochtone, mais cela signifie qu'il se clochardise. L'essentiel de la population, les souches traditionnelles, paysans, artisans, petits industriels, sont de plus en plus expulsés de l'activité économique. Une petite partie d'entre eux trouvent à s'employer dans les postes inférieurs des nouvelles industries, mises sur pied par l'Etat avec la «coopération» étrangère, pour employer cet euphémisme. Mais les autres vont s'accumuler dans les bidonvilles et vivent très difficilement en état de chômage non secouru ou par de petites activités sporadiques qu'ils parviennent parfois à trouver.

La clochardisation

Il ne faut pas oublier que les Iraniens sont encore un peuple à très grande prédominance rurale. La fameuse «révolution blanche» proclamée à grand renfort par le chah a abouti à de grandes exploitations agricoles auxquelles les petits paysans sont économiquement incapables de s'intégrer. Il ne leur reste plus qu'à vendre à plus gros qu'eux le petit lot de terre qu'on leur à alloué, mais qu'ils n'ont pas les moyens de faire rendre et à émigrer dans les bidonvilles urbains à la recherche d'un travail bien improbable.

Dans une telle conjoncture et sans même parler de la crise actuelle, il est inévitable que l'Etat recourre à la répression armée pour briser militairement le mécontentement dans les campagnes. D'ailleurs, les difficultés vont beaucoup plus loin et provoquent l'irritation de tous ceux qui en sont pas les féaux et profiteurs du régime. L'Iran souffre des maux propres à tous les pays en voie de développement, naturellement aggravés par la crise économique actuelle à l'échelle mondiale. Une inflation accélérée: 200% en trois ans et 31 % pour l'année écoulée. Une baisse des exportations qui ne touche pas seulement le pétrole. Une hausse des importations. Une évolution des salaires bien inférieure à la montée des prix. Un endettement extérieur accru : 1 milliard et demi de dollars, et il est de plus en plus difficile d'obtenir des emprunts au-dehors. Enfin, un ralentissement des investissements nationaux et étrangers, à quoi s'ajoute la grosse fuite de fonds nationaux vers le dehors.

Crise sociale et rivalités impérialistes

Tout cela pour indiquer que les racines de l'instabilité sont profondément sociales. Ce sont elles qui suscitent une opposition politique généralisée qui en est encore à prendre forme. Pendant vingt-cinq ans, l'appareil policier et les tribunaux militaires ont férocement anéanti tous les éléments révolutionnaires ou même ceux qui étaient soupçonnés de pouvoir l'être. Aussi ne faut-il pas prendre au sérieux les dénonciations furibondes du régime sur le danger du «communisme». D'ailleurs, il y a des liens de collaboration entre l'Iran et la Russie. Celle-ci y regardera probablement à deux fois avant d'intervenir. Ce qu'elle craint bien plutôt, c'est une intervention nord-américaine visant à maintenir un régime en faillite, mais qui est une plaque tournante stratégique de la pénétration des Etats-Unis dans la région.

La situation des Etats-Unis est en effet fort difficile. Elle fait penser à la position qu'ils ont eue au moment de la révolte du Bengale oriental contre Islamabad, de l'intervention indienne et de la création du Bengladesh. Si les choses avaient duré, il est probable que les Etats-Unis seraient intervenus. Mais la victoire indienne fut rapide et les Nords-américains se trouvèrent placés devant un fait accompli. D'ailleurs, l'enjeu était bien moins important. Mais ces accidents de l'histoire soulignent le fait que l'impérialisme nord-américain, dans son expansion mondiale, se heurte parfois à des contradictions qu'il lui est difficile de dénouer. On a pu le constater récemment à Saint-Domingue, où il dut se faire entendre haut et fort pour empêcher un flagrant délit déni de légalité électorale; de même dans la conjoncture du Proche Orient, où Israel et son sous-impérialisme de poche qui se fait au détriment des Arabes résistent obstinément à sa pression en faveur d'une solution «raisonnable», susceptible de se concilier les régimes arabes et d'en empêcher l'éloignement; enfin, au Nicaragua, où un tyranneau, dont la famille occupe le pouvoir depuis 40 ans avec la complicité des Etats-Unis, écrase par les forces armées de sa police tout son peuple soulevé et se refuse à toute concession à la commission inter-américaine si bien qu'il ne reste plus guère aux Etats-Unis qu'à s'en débarrasser par un coup de main, comme ils le firent de Trujillo à Saint-Domingue, il y a quelques années.

Mais l'Iran est pour eux un enjeu qu'ils considèrent comme vital économiquement et stratégiquement. Là, leur casse-tête est de savoir jusqu'où soutenir un régime qu'ils ont créé et qui soulève à peu près toute la population contre lui ou bien s'ils doivent sauver l'avenir et ne pas perdre les bonnes grâces de ceux qui pourraient survenir par la suite. D'autant plus qu'à la longue et la force des choses, les émeutes populaires prennent un tour de plus en plus anti-américain.

Force et faiblesse de l'opposition

La seule inconnue de la situation, à mon sentiment, et ce qui pourrait faire pencher la balance dans un sens ou un autre, c'est l'immaturité politique d'une opposition quasi unanime, spontanée, mais peu consciente et guère organisée contre l'armée et la police les plus puissantes de la région, soutenues et dirigées pour ainsi dire pas à pas par des «conseillers» nord-américains, militaires professionnels ou «mercenaires en col blanc», comme on les a si bien nommés. Il n'y a pas de mouvements organisés d'opposition.

Il y a des libéraux de nuances diverses, soit découragés par la dureté d'un régime qu'ils ont servi, soit aspirant, du dehors, à se faire accepter avec mission d'adoucir et de «régulariser» les institutions existantes, de les constitutionaliser, de rendre vie au parlement et à plusieurs partis. Mais ce n'est là qu'une poignée d'individus, coupés des masses, reniés par elles dans leurs efforts de conciliation et qui ne pourraient tout au plus que permettre au chah de les utiliser comme instruments de manœuvre... pour dépasser le cap des tempêtes.

Quels cadres?

Qu'il y ait des éléments «marxistes» dans les manifestations, c'est ce qu'il est difficile de dire, la répression policière les ayant sauvagement poursuivis jusqu'à maintenant. Mais qu'est-ce que cela voudrait dire en fait? Il est incontestable que, dans les pays en voie de «développement» et en fait colonisés, de larges couches ont reçu une certaine formation et acquis de l'expérience. Ils sont potentiellement révolutionnaires. Ils vont des cadres ouvriers aux étudiants et à de nombreux éléments de la petite bourgeoisie. Un Européen qui a eu la pratique de ces pays, d'une part, et des sociétés anglo-saxonnes, de l'autre, est frappé de constater combien ces couches sont politisées et combien même ceux qui travaillent pour les étrangers exploiteurs, par exemple, pour les Nord-américains, sont pleins de ressentiment contre eux. De tels individus sont révolutionnaires en puissance et une crise assez profonde peut les faire basculer dans la contestation active. Dans quelles conditions, c'est là toute autre chose.

Dans de tels pays, les vrais problèmes et difficultés se posent non pas avant, mais APRÈS la révolution, quand se font sentir les charges du retard économique et social. C'est sur quoi spéculent cyniquement les pouvoirs impérialistes et leurs auxiliaires locaux. Mais la logique même d'années d'exploitation, d'oppression, de gaspillages et de corruption amène au point où la situation devient insupportable et explose. On peut penser ce que l'on voudra du régime actuel de la Chine, mais le fait est que, de 1945 à 1949, le régime de Tchang Kai-chek était devenu insupportable aux Chinois et s'effondrait sous son propre poids. Les Etats-Unis firent ce qu'ils purent pour sauver la mise du régime. Ils ne purent en empêcher la chute.

Il semble que le présent régime iranien en soit venu là. Il est vrai que l'intrication des relations internationales est devenue bien plus étroite et pesante. Je l'ai déjà dit, les Etats-clients sont sous l'emprise de leurs protecteurs impérialistes et rien ne peut pratiquement fonctionner sans l'intervention quotidienne de ces derniers. Mais la réaction de rejet, quand elle survient, est d'autant plus violente. La structure «moderne» mise en place par les Nord-américains et leurs affidés locaux est étrangère et nuisible à la population. Elle est, comme l'a bien définie le sociologue C. Wright Mills, un «capitaliste parasitaire». Elle ne promeut pas le développement du pays, mais lui impose — au prix de quelles dislocations sociales! — un rythme de croissance qui ne profite qu'aux puissances étrangères et aux nantis locaux.

Le rôle des autorités religieuses (1)

Dans un tel état de choses, que se passera-t-il en Iran? La contestation, privée de tout autre organe d'expression, a été prise en mains par des autorités religieuses. Celles-ci exhortent et aiguillonnent les masses à travers tout le pays. Après chaque émeute avec son lot de morts et de blessés, il en vient une autre. Le clergé chiite est-il simplement traditionaliste et réactionnaire? Qui peut le dire et surtout qui peut dire ce qui s'ensuivra? Sur quoi déboucherait un effondrement du régime? Le clergé chiite se refuse traditionnellement à la direction politique. Mais il peut faire fonction de détonateur. Après tout, la révolution française a commencé par une contestation parlementaire et nobiliaire. Peut-être la fonction du clergé sera-t-elle analogue. Dans la suite, qui vivra, verra... dans les conditions d'un pays retardataire.

Conclusions

Ce qui frappe pour le moment, c'est la panique des milieux dirigeants et de leur patron nord-américain. Le chah cherche désespérément à former un gouvernement à partir de l'opposition «modérée». Ceux qui disent que ce n'est là qu'une manœuvre ont probablement raison, car la raison d'être au régime, c'est d'être... ce qu'il est. Quant aux Etats-Unis, ils rapatrient déjà de leurs concitoyens et projettent d'empêcher que l'appareil technologique de pointe, avant tout militaire, ne tombe dans on ne sait quelles mains. Voilà où l'on en est. Les Etats-Unis ne sont pas prêts à une intervention militaire majeure. Dans un grand pays comme l'Iran, ils agissent par personnes interposées. Si l'armée iranienne, le plus fort instrument militaire de la région, fait défaut, c'est la faillite. En tout cas, les deux termes de l'alternative sont clairs : ou une dictature militaire bien plus dure que l'actuel gouvernement du général Azhar : fera-t-elle mieux? ou une vague populaire qui s'étendra, s'approfondira encore plus et l'emportera. Dans les deux cas, ce serait la fin du régime que l'on abandonnerait à la colère du peuple, comme lui-même a déjà jeté par-dessus bord d'anciens serviteurs fidèles et... haïs de la population. En somme, la crise iranienne et ses répercussions mondiales expriment d'une manière frappante le déclin du monde contemporain et les convulsions qu'il provoque.

L. RIGAL, 30 décembre 1978

(1) La religion islamique n'a pas de clergé mais des religieux qui sont les interprètes de la loi coranique.

ITALIE CRISE ET POLITIQUES "SOLIDARITÉ NATIONALE"

*l'exemple de la grève des hospitaliers italiens**

Il est assez rare qu'une grève sectorielle, déclenchée sur des questions de salaire et de conditions de travail se propage et se radicalise au point de dépasser les barrières corporatistes, pour devenir finalement une remise en cause des projets politiques des classes dirigeantes au niveau de l'ensemble de la société. La grève généralisée et sauvage du personnel hospitalier qui vient de prendre fin en Italie constitue un exemple très clair de comment une lutte de type dit revendicatif, peut aujourd'hui — dans une période de crise du système capitaliste — prendre un contenu et une dynamique politiques très explicites. Cette grève a en particulier exprimé une opposition sans ambiguïtés à la "politique de sacrifices nationaux" défendue par l'ensemble des forces politiques et syndicales, le PCI en tête. Il va donc de soi qu'une lutte ayant un tel objectif et un tel contenu anti-capitaliste ne pouvait pas rester à l'intérieur du cadre syndical et devait, nécessairement, se doter de formes organisatives propres et indépendantes, les seules permettant de faire naître et s'épanouir les qualités indispensables à une activité autonome, démocratique et consciente des travailleurs.

A peine le syndicat italien du personnel hospitalier avait-il signé la convention collective avec les diverses autorités régionales qu'un mouvement de grève spontané se déclenchait dans un hôpital de Florence, s'élargissait d'abord à la ville et ensuite à la Toscane pour toucher finalement toute l'Italie, devenant ainsi une grève nationale. Le mouvement a rapidement adopté une plateforme revendicative basée sur des augmentations uniformes pour tous (et non selon les qualifications), une diminution des charges de travail, l'embauche de personnel supplémentaire ainsi que le paiement du temps de formation comme temps de travail. Des délégations massives vont déposer ces plateformes auprès des autorités alors que la plupart des grandes villes italiennes assistent à des défilés autonomes de dizaines de milliers de travailleurs...

Après maintes tentatives syndicales et politiques pour faire reprendre le travail, le mouvement s'achève sur la base d'un accord signé entre le *syndicat* et le gouvernement central. L'arrêt de la grève constitue une mise entre parenthèse de la lutte plutôt qu'une défaite car la combativité reste assez forte comme le montre le fait que l'accord a été réfusé par les assemblées des hôpitaux les plus importants.

Parmi les aspects les plus remarquables de ce mouvement de lutte il faut souligner: son organisation indépendante de celle du syndicat, l'hostilité qu'il a provoquée de la part des institutions sociales, un climat de lutte et une combativité relativement nouvelles, enfin la solidarité manifestée par d'autres secteurs de la classe ouvrière.

Le contenu autonome : nous n'insisterons pas sur cet aspect qui est analysé de façon développée dans l'article du camarade italien. Limitons nous à mettre en valeur le fait que toute l'organisation de la lutte est née et est restée indépendante de celle du syndicat. Les assemblées y ont été souveraines et les coordinations régionales et nationales se sont formées sur la base des comités de grève, élus par les assemblées.

L'hostilité des institutions : Des syndicats et partis aux organes de l'Etat et à la presse, l'unanimité s'est faite condamner cette grève qui osait affronter la politique d'"austérité et sacrifices". Comme dira un camarade de Florence: "Depuis la fin de la guerre, c'est la première fois qu'une catégorie entière entre massivement en grève, contre la volonté du syndicat, avec contre elle toute la presse et toutes les institutions. (lettre)" C'est ce qui explique en partie que les limites habituelles de la révolte anti-syndicale aient été dépassées "Dans les assemblées, les représentants du syndicat ont été insultés, mais ce qui compte le plus c'est que les ouvriers ont affronté avec calme leurs problèmes et défini leurs objectifs. En somme, il ne s'agissait pas d'une grève de rage classique, mais bel et bien d'un mouvement social plus profond. (lettre d'un camarade de Milan)

Un climat de lutte nouveau: depuis le "printemps chaud" on n'avait pas vu en Italie un mouvement social d'une telle ampleur chez des salariés. "Le climat de la lutte est enthousiasmant — il nous rappelle un peu 68 — et il risque d'avoir des effets sociaux déchirants, surtout dans les régions traditionnellement rouges de l'Italie centrale, où le PCI avait bâti une solide image de paix sociale. (lettre de Florence)

Une solidarité de classe assez vaste: un autre fait qui montre l'importance de cette grève fut l'écho solidaire qu'elle a trouvé auprès d'autres secteurs de la classe ouvrière, lesquels ont bien saisi sa portée anti-"politique

des sacrifices". Dans quelques villes comme à Florence il y a même eu des tentatives pour déclencher un mouvement plus large de l'ensemble des employées des services publics et municipaux, et seule l'intevention vigoureuse des syndicats à empêché la généralisation du mouvement. Dans les usines les débats sur la grève ont été assez vifs. A Milan, par exemple, "beaucoup de camarades ouvriers diffusent dans leurs usines les tracts des hospitaliers, engageant ainsi à l'intérieur des boîtes un débat contre le syndicat. (lettre de Milan)". "Le syndicat et le PCI condamnent explicitement les grévistes, mais les assemblées de base des usines ont exprimé plus d'une fois leur solidarité envers eux. Il ne s'agit pas de voir là un effondrement du pouvoir dominateur du PCI dans les usines, mais tout cela laisse naître des espoirs d'une désagrégation future de ce même pouvoir... (lettre de Florence)".

Crise et sacrifices...

Dans les sociétés capitalistes modernes, ébranlées par la crise, les bases matérielles d'un conflit comme celui des hospitaliers italiens se trouvent dans les difficultés croissantes de fonctionnement des services du secteur public en particulier et de l'intervention étatique dans l'économie en général. Cette intervention, qui se présentait à l'origine comme une action sur les effets économiques et sociaux des crises cycliques du système — tels qu'ils se sont manifestés lors de la crise des années 30 —, et qui voulait rendre l'expansion capitaliste plus "harmonieuse", reste finalement tributaire de la rentabilité du secteur privé de l'économie. Dans la période actuelle de crise, caractérisée par un net ralentissement du taux de profit nécessaire à la poursuite de l'accumulation capitaliste, l'intervention étatique devient de plus en plus problématique, une charge croissante et insupportable pour le secteur privé et productif du capitalisme et pour le système dans son ensemble, une contradiction de plus dans la crise. "L'effet positif des interventions de l'Etat sur l'économie n'est donc que temporaire et se renverse en son contraire quand la reprise escomptée de la production rentable n'a pas lieu ou tarde à se manifester. (1)" Tous les remaniements des politiques étatiques, du fonctionnement des services publics, de la refonte des systèmes de chômage à la réduction des services sociaux, médicaux, éducationnels et autres, doivent être compris à la lumière de cette contradiction de l'économie mixte. La politique de sacrifices et de "solidarité nationale", instaurée partout par les classes dirigeantes, passe aujourd'hui, non seulement par le blocage ou réduction du salaire réel et par l'augmentation du chômage et du taux d'exploitation, mais aussi par cette réduction brutale des dépenses publiques (et donc aggravation des conditions de vie des salariés de ces secteurs). Ces "services du salaire social", que les prolétaires s'étaient déjà habitués à considérer comme faisant définitivement partie du système! Jusqu'où et jusqu'à quand se poursuivra cette attaque contre les conditions de vie des masses salariées, seule la lutte de classes y apportera une réponse. A cette certitude près, que la crise ne peut que pousser, de son côté, la classe capitaliste à poursuivre dans cette voie.

La lutte des hospitaliers italiens est un premier signe d'un cycle nouveau de luttes sociales qui sont appelées à se développer dans les pays capitalistes en crise. Compte tenu du rôle stabilisateur et intégrateur que jouent dans le système parlementaire les forces politiques et syndicales, ces luttes prendront nécessairement un contenu autonome et sauvage. C'est par rapport à cette tendance que cette grève a une importance qui dépasse les limites nationales et que la combativité et la maturité politique des travailleurs italiens devient exemplaire pour les travailleurs de tous les pays où sévit le virus de la "solidarité nationale".

Décembre 1978

---

* L'ensemble de ce dossier a été préparé et présenté par Georges et Nicole avec la collaboration de camarades de Milan et Florence de la revue *Collegamenti*.

(1) Paul Mattick, *Crises et théorie des crises* (p. 214),Champ Libre, 1976. Sur ces questions on lira l'analyse de plus en plus actuelle que fait P. Mattick sur les rapports entre secteur privé et secteur public dans le capitalisme moderne, la critique marxiste des théories et pratiques keynésiennes. P. Mattick, *Marx et Keynes, les limites de l'économie mixte*, Gallimard, Paris 1972, tr. S. Bricianer.

UNE REVUE A LIRE!

La revue *Colligamenti per l'organizzazione diretta di classe* (G. Carrozza, C.P. 1362 — 50100 Firenze) vient de faire paraître son numéro 5. Le travail réalisé par le collectif de cette revue s'affirme, numéro après numéro, parmi ce qui se fait de plus sérieux en Italie dans le courant communiste non-léniniste. Le travail théorique rigoureux est ici enrichi par l'expérience de militants engagés dans une pratique sociale. C'est assez rare pour qu'on le souligne! Dans ce numéro de novembre 1978 des textes et débats sur les récentes luttes dans le secteur public en Italie, des traductions de textes français et américains, une lettre réponse à Révolution Internationale, et, enfin, un texte d'intérêt fondamental : *Lutte ouvrière à Turin 1974-78, hypothèses sur le développement de la restructuration chez FIAT.* On trouvera dans cet article une analyse critique approfondie et bien documentée de questions dont on parle souvent mais dont on connait parfois mal la réalité et les tendances : l'évolution de l'absentéisme et de la violence du travail en période de crise, la réponse patronale aux luttes des années 60, l'état actuel de la combativité de classe. Tout cela à partir de l'exemple de ce qui était, jusqu'à la fin des années 60, le cœur militant du prolétariat italien — les usines Miafiori FIAT à Turin —, le sujet priviligié des théories « ouvriéristes » de « l'ouvrier masse ».

Ch. R.

ITALIE POLITIQUE DES SACRIFICES ET RIPOSTE OUVRIÈRE

Un des phénomènes les plus marquants de ces dernières années en Italie a été le goflement permanent de la dette publique. A cela plusieurs raisons; nous allons essayer d'en énumérer quelques-unes:

— L'augmentation du nombre des employés du secteur public de plus de 600.000 au cours des années 70;
— le développement des dépenses de pensions de vieillesse ou d'invalidité;
— l'absorption par l'Etat des pertes des secteurs industriels en crise.

Cette politique a été présentée comme le moyen de garantir le plein emploi et, tout au moins, un revenu à des couches de la population. De ce fait, aujourd'hui que, en fonction des exigences du capital, il faut réduire la dette publique, on cherche à faire avaler aux ouvriers qu'il est juste de renoncer à des privilèges "excessifs" et l'on présente les luttes ouvrières dans les services comme des actions corporatistes qui vont à l'encontre de l'intérêt commun. Aujourd'hui, outre la simple considération du fait que l'argent que l'Etat redistribue sous diverses formes, après qu'une bonne partie ait été dilapidée en vols et dépenses inefficaces, ou mieux, ait été redistribuée pour entretenir des couches sociales privilégiées, ne porte pas atteinte aux bénéfices de la petite et grande bourgeoisie, il est bon de clarifier certaines petites choses.

Le gonflement des emplois du secteur public correspond à l'évolution propre du capitalisme qui a besoin d'une somme d'activité toujours grandissante pour satisfaire des besoins engendrés par l'irrationalité des structures de travail, de la ville, de la vie sociale. L'exemple des vieux prolétaires, qui, arrachés à la structure familiale, vont grossir les rangs des malades chroniques des hôpitaux et des asiles, nous suffit à saisir cette fonction. D'autre part, ce processus permet d'équilibrer le départ de la force de travail chassée du secteur productif et d'éviter des explosions dangereuses. Il en est de même pour les pensions, qui d'un côté ont favorisé le clientélisme des partis italiens, de l'autre, et surtout dans le Sud, ont pour fonction de permettre une économie de subsistance à ceux qui restent en marge de la grande entreprise capitaliste (en pratique, le prolétaire qui touche une pension d'invalidité peut vendre sa force de travail à bas prix et de temps en temps au marché noir, et compléter son propre revenu par une activité d'auto-subsistance, comme la toute petite agriculture, etc.). Il se confirme donc qu'en réalité le déficit de la caisse des pensions ne provient pas des appétits effrénés des ouvriers mais de l'évasion des contributions patronales (5.000 milliards de lires) et des conditions de faveur à la petite bourgeoisie (artisans, commerçants et cultivateurs indépendants qui touchent des pensions largement supérieures à leurs contributions). En somme, la classe ouvrière, par le système des pensions, est contrainte de manifester sa "solidarité" aux grands et petits bourgeois. On peut en dire autant de la politique de participation de l'Etat, qui permet à divers groupes de pression de s'assurer une clientèle et aux patrons de se décharger sur l'Etat des secteurs industriels malades.

En somme, la restriction des dépenses publiques est un moyen de faire payer aux ouvriers le prix d'un système qui avantage tout le monde sauf la classe ouvrière elle-même. Aujourd'hui les patrons, les partis et les créations de service se sont découverts une bonne conscience libérale: ils se sont rendus compte que toute l'activité sociale — les hôpitaux entre autres — devait être fonctionnelle, etc., etc. Du point de vue ouvrier, cela pourrait paraître une excellente chose, en paroles. Mais il s'agit de voir ce que ça signifie concrètement. Et là-dessus il n'y a guère à tergiverser: cela signifie réduction des dépenses sociales (transports, hôpitaux, etc.) et dans le même temps, offensive contre les travailleurs des services. C'est dans ce cadre qu'entre en jeu, soit la pratique de plus en plus courante de la réquisition, soit le projet d'autoréglementation du droit de grève. En fait on devine clairement comment la politique gouvernementale et patronale contribue à radicaliser les contradictions de classe dans le secteur des services:

— blocage des salaires et des embauches, mobilité, élargissement des tâches,
— introduction dans les services d'une conception de travail plus "industrielle".

Ces choix du pouvoir ont affaire à une riposte ouvrière aux formes de lutte en rupture avec le contrôle syndical. Les syndicats, dans la mesure où ils sont liés aux partis et donc gestionnaires des services, apparaissent au contraire de plus en plus comme adversaires des ouvriers et ont du mal à contrôler la base.

Cette situation accélère les processus convergents de recours à la réquisition par le gouvernement, et de propositions d'autoréglementations syndicales. La proposition d'autoréglementation syndicale entre dans la même logique, même si évidemment cela ne change rien à la gestion. Au-delà des appréciations politiques générales et habituelles, les points significatifs de la proposition confédérale, semblent être les suivants:

— la désignation des institutions ayant légalement de droit d'appeler à la grève. Il s'agit en pratique d'établir une frontière entre luttes syndicales légales et luttes autonomes, de manière à rendre ces dernières illégales;
— l'élimination des luttes portant sur selon le beau principe qu'il n'est pas juste que les ouvriers ne paient pas le prix de leurs luttes.

Il s'agit évidemment d'un pas en avant sur la voie de la répression de toute expression autonome de la lutte de classe, que l'on cherche à faire passer en jouant sur l'émotion suscitée par la situation de certaines catégories d'usagers (malades, émigrants sardes*, etc.) engendrée par certaines luttes, et en masquant soit les véritables conditions faites aux travailleurs de ce secteur, soit les responsabilités patronales et étatiques dans le fonctionnement défectueux des services. Mais il ne s'agit pas d'un projet facile à imposer aux ouvriers, la preuve en est justement la série de luttes qui se développent et qui, précisément en réponse à la réquisition, s'étendent à de nouveaux secteurs.

Toutefois, lorsque l'on a affaire à des luttes ouvrières d'un type nouveau, il est important de ne pas se limiter à y voir une riposte mécanique des ouvriers à l'initiative capitaliste mais il est bon de chercher quels éléments expriment une tendance ouvrière à s'organiser et à lutter de manière plus incisive et à créer un antagonisme plus tranché entre prolétaires et capitalisme. Aujourd'hui, au-delà des motivations immédiates, les luttes des travailleurs hospitaliers ont des contenus précis sur lesquels il est bon de réfléchir: — du point de vue organisationnel, est en train de naître une structure novelle qui est l'assemblée. C'est elle qui décide des objectifs précis, des formes de lutte permettant de les atteindre, et des instruments d'organisation de la lutte. Cette forme d'organisation représente une rupture, non seulement avec le syndicat, mais même avec les luttes autonomes de la phase précédente, en ce sens qu'elle les dépasse. Aujourd'hui il n'y a plus d'interférence entre la lutte autonome et la structure syndicale, les luttes ouvrières de certains secteurs ne déléguent rien, ni l'organisation de la lutte, ni les négociations, elles ne se limitent pas à un domaine précis, elle ne jouent pas à la surenchère des objectifs syndicaux sur des éléments particuliers du salaire (qualification etc.) mais elles abordent de front la question du salaire; du point de vue politique, Il y a une rupture nette avec le réformisme politique et syndical et une claire conscience de la nécessité d'éviter les ghettos des schémas groupusculaires et extrêmistes. le refus des ouvriers de définir la lutte comme contrôlée par les "autonomes", la méfiance à l'égard des groupes fait en sorte que tous les groupes qui tentent de contrôler la lutte se sont vus écarter. Les ouvriers ont tiré les leçons des conflits et des erreurs antérieurs, et ce n'est pas par hasard qu'une bonne partie des avant-gardes des années passées ont joué un rôle insignifiant justement parce-que "compromises" par des modèles d'intervention inadéquates.

Cette "américanisation" des conflits (pour utiliser un terme que je trouve pourtant inadéquat) est la seule manière dont le prolétariat italien exprime sa nature même de prolétariat industriel "occidental", pour utiliser un terme cher à La Malfa, encore qu'il est assez improbable que ce type d'échelle d'occidentalité soit apprécié par le jeteur de sort bien connu de l'Italie. Il est certain par contre que la politique des sacrifices se réfère, par sa nature même, et Agnelli lui-même l'a fait remarquer, à un système d'économie fermée, contrôlée par l'Etat, "socialiste" en somme.

Pour en revenir à la nature de la lutte d'aujourd'hui, on peut faire quelques hypothèses sur lesquelles il serait bon de faire une comparaison:

— les nouvelles expressions organisationnelles et politiques sont une constante des nouvelles luttes ouvrières, même si naturellement elles se transforment et s'articulent en fonction de la situation concrète et d'autant plus si elles se développent en fonction de l'évolution de la crise et de l'inévitable réaction patronale et réformiste. Que les dockers de Gênes, les balayeurs de Milan, les dockers de Civitavecchia, les travailleurs hospitaliers soient représentatifs de l'ensemble du prolétariat, cela n'est pas tellement évident, mais on ne peut pas non plus les considérer comme des cas "particuliers", sinon dans le sens littéral du terme, c'est-à-dire qu'ils ont une spécificité, car d'un ensemble de cas "particuliers" on peut sûrement tirer des appréciations d'ordre général.

— Quelle que soit l'issue de la lutte (avec l'accord des syndicats, en renversant cet accord, avec une extension immédiate de la lutte à d'autres employés du secteur public ou sous une forme sectorielle, sans exclure un impact, même minoritaire sur le secteur industriel), elle aura remis en cause la politique gouvernementale et le pacte social et, du même coup, la distribution actuelle des revenus. Dans les manifestations, on lisait clairement le dégoût des ouvriers pour une politique qui privilégie des couches sociales déjà favorisées au détriment de la composante ouvrière ; ceci est aussi un élément de dissolution de la solidarité nationale que l'on veut nous imposer ;

— les syndicats, divisés par la lutte, ont trois moyens de récupération: le corporativisme, œuvre surtout de la CGIL et de l'UIL; faire campagne sur le caractère social des hôpitaux et par ce biais, isoler les travailleurs en lutte; une autocritique partielle qui leur permettrait de reconnaître la nécessité de faire quelques concessions aux travailleurs les plus mal payés, étant bien entendu qu'on ne touche pas à la politique des sacrifices. Ces possibilités ont été tentées, et jusqu'à maintenant avec de maigres résultats mais il serait pourtant présomptueux de penser qu'à la longue ils ne pourront pas trouver une issue. Evidemment c'est aux travailleurs des hôpitaux de faire échec à ces tentatives, mais une action soutenue de contre-information sur la lutte et d'agitation dans le but de l'étendre à d'autres secteurs, sont la première contribution militante nécessaire aujourd'hui.

Guido GIOVANNETTI.
Milan, Novembre 1978

* L'auteur fait ici référence à la grève sauvage des travailleurs de l'entreprise assurant la liaison de la Sardaigne avec le continent, en Novembre 1978.

REVOLUTION PROLETARIENNE

Dans le numéro de janvier, on peut lire :
— Pour une mission des travailleurs européens
— Les idées et les gens, de G. LAMIZET
— Les virages du P.C.F. sur la question laïque, de Chaintron P.
— J. DELTEIL et G. RIOBÉ ou le retour à un évangile révolutionnaire, de G. Delaunay
— Une lettre d'Amérique, de P. Aubery

Dans *la chronique de l'union des syndicalistes*, on trouve :
— 1979 ou 50 ans après..., de P. Guilloré

La Révolution prolétarienne, 21 rue Jean Robert, 75018 Paris.

LA GREVE DES HOSPITALIERS

Les tendances politiques organisées et non organisées

● Les groupes déjà organisés dans la zone de l'autonomie ont eu un rapport avec le mouvement assez complexe. Deux tendances se sont dégagées chez les autonomes néo-léninistes (connus en Italie comme «les Volsci»). A Rome, le collectif de la Plyclinique — quia a été un des organes importants du mouvement — a adhéré au Comité Ouvrier Autonome (proche des Volsci). Cependant ses militants étaient partisans de la création d'organisations unitaires basées sur les lieux de travail ou par secteur (hôpitaux), ouvertes à tous les travailleurs décidés à se battre. Malgré sa naïveté cette proposition était fondée sur une attitude anti-avantgardiste. Les Volsci du Nord (Milan, Florence, etc.) sont au contraire intervenus dans la lutte en proposant de créer des organisations de ce qu'ils appellent le MAO (Mouvement Autonome Ouvrier) auxquelles appartiendraient les seuls militants se reconnaissant dans la zone de l'autonomie, donc basées sur un choix politique. Il s'agissait en fait de mettre en pratique le «nouveau» projet politique des autonomes néo-léninistes, groupés autour des journaux «Rosso» et «Senza Trega», lesquels se battent aujourd'hui pour la création du Parti Autonome Ouvrier par rapport: auquel les MAO devraient constituer l'embryon des futurs conseils, sous leur direction politique bien entendu...

● Une nouvelle masse de militants «autonomes» issus de la lutte des étudiants et des jeunes des quartiers de 1977 et qui sont aujourd'hui salariés dans les hôpitaux et autres services publics faute d'autre alternative de travail! Ces militants ont été l'élément qui a permis la liaison avec les thèmes anti-bureaucratiques de transformation de la vie quotidienne et des rapports sociaux tels qu'ils s'étaient exprimés en 1977. L'impact de cette nouvelle couche de travailleurs s'était déjà fait sentir ailleurs. Les jeunes des «Cercles du jeune prolétariat» entrés en usine avaient grossi les rangs de certains collectifs ouvriers. Dans les dernières luttes chez Fiat à Turin, ces jeunes ouvriers ont beaucoup pesé, mais on ne prévoyait pas pareille démonstration de leur poids social.

● Un réseau de délégués ayant rompu avec le syndicat et qui ont amené avec eux tout un ensemble de militants de la vieille gauche syndicale. Il s'agit du secteur le plus «modéré» du mouvement, celui qui a refusé tout «extrêmisme». D'un autre côté, c'est ce réseau qui a fourni au mouvement la plus grosse infrastructure de contacts nationaux, de connaissances techniques sur l'organisation du travail et sur la législation, qui a enfin permis d'articuler la lutte avec une grande intelligence tactique. Aujourd'hui c'est vers ce secteur que se tourne la gauche syndicale qui cherche à reconstruire la base de la FLO (Fédération des travailleurs hospitaliers), mais sans succès pour l'instant.

● Dans les situations plus retardataires, en province, dans le Sud, les syndicats dits «autonomes» ont joué un rôle non négligeable et les socialistes et démocrates chrétiens ont, à travers eux, essayé de jouer leurs cartes contre le PCI. Leur intervention a mis à jour toute l'ambiguïté et les contradictions d'un mouvement de classe qui voit dans le PCI l'adversaire principal et peut donc être sensible au jeu de ces putains de la politique.

Ce qu'il faut souligner fondamentalement, c'est qu'un mouvement de cette ampleur a finalement englobé des expériences assez diverses d'organisation et de militantisme, a transformé le rôle des forces politiques organisées, ouvert de nouvelles brèches, fait basculer les projets politiques gouvernementaux, partidaires, des groupes et des syndicats.

(Un camarade de Milan)

L'AUTOGESTION C'EST PAS DE LA TARTE!

L'autogestion c'est pas de la tarte? Nous, on veut bien... pour autant qu'on nous le montre! Or voici un ouvrage qui, sous le couvert d'un titre très «in», nous parle à peu près de tout... sauf de l'autogestion! On y apprend les méandres des amours et les amitiés de M. Mermoz (l'auteur) de M. Barbu et quelques autres, leurs ennuis technico-commerciaux, ... bref tout ce qui remplit la vie d'un individu moyen, chef d'entreprise de surcroît. Mais d'autogestion il n'est point question! Tout au plus y apprend-on que tout ce beau monde évolue dans la très spéciale sphère des Communautés de Travail des années 50/60... et que celles-ci n'étaient pas de la tarte à gérer! Car enfin, c'est bien de cela qu'il s'agit dans ce livre! Mermoz, Barbu et les autres n'ont jamais été que des gestionnaires habiles, désintéressés et tout ce qu'on veut d'autre... au service des Communautés... mais des Gestionnaires quoiqu'on fasse! Qu'est-ce donc que l'autogestion a à voir avec celà? Mermoz se garde bien de s'étendre là-dessus. Il a d'ailleurs bien raison! On peut difficilement s'intituler soi-même «P.D.G.» et être un autogestionnaire conséquent!

Une fois de plus le lecteur est floué! Au lieu d'une étude «sur le vif» de l'autogestion, il n'a droit qu'aux «Mémoires» de M. Mermoz avec toutes les ambiguïtés de ce genre littéraire. Le label «autogestion» fait vendre! Le Seuil et J.M. Domenach, l'interviewer, nous avait habitué à plus d'honneteté. Cette dégenrescence est inquiétante!

R. BIARD

M. Mermoz : l'autogestion c'est pas de la tarte!, Le Seuil 1978.

Trois nouveaux Cahiers Spartacus

KARL KORSCH

AU CŒUR DE LA CONCEPTION MATÉRIALISTE DE L'HISTOIRE

117 thèses empruntées aux sources
5 textes de Marx et d'Engels

60 pages 7 F

R.F. MAGON

LA RÉVOLUTION MEXICAINE

Vécue par un libertaire

192 pages 25 F

CAMATTE

CAPITAL ET GEMEINWESEN

Le 6e chapitre inédit du Capital et l'œuvre économique de Marx

270 pages 32 F

LES ELECTIONS AUX CONSEILS D'USINE ET L'EXEMPLE D'ALFA ROMEO (MILAN)

Il faut avant tout avoir en tête que la structure syndicale italienne est assez complexe; La Fédération des Ouvriers métallurgistes (FLM) est constituée par la FIOM (CGIL*), la FIM-CISL** et l'UILM-UIL***; les ouvriers peuvent adhérer soit à une des trois confédérations et donc à la FLM, soit seulement à celle-ci. En général la simple adhésion à la FLM est une forme de protestation contre l'intervention excessive des partis dans la vie de l'usine et est caractéristique des ouvriers les plus combatifs (c'est ainsi que les gauchistes, par exemple, sont seulement membres de la FLM). Chez Alfa, il n'y avait pas eu d'election du conseil d'usine depuis 3 ans; entretemps beaucoup de cadres syndicaux, liès aux partis, s'étaient éloignés de la vie de l'atelier, se séparant des ouvriers même en se plaçant du point de vue leur fonction de récupération. Leur seule intervention consistait à faire passer dans l'usine la ligne politique de leur parti, quitte à passer pardessus l'épaule du syndicat. Face à cette situation, les ouvriers ont préféré voter pour les délégués qui se présentaient sous la seule étiquette FLM (12%), ainsi que pour des ouvriers de base en qui ils avaient confiance (12%). C'est surtout la FIOM-CGIL qui en a souffert, car c'était elle qui défendait le plus fermement la politique des sacrifices et du Pacte social, mais cela ne s'est fait ni à l'avantage de la FIM-CISL ni de l'UILM-UIL. La CISL a même perdu un peu de terrain alors que l'UIL a plutôt maintenu ses positions, du fait que les candidats de la FIM-CISL n'ont pas non plus pu apparaître comme extérieurs aux partis car on assiste en son sein au renforcement des positions de la Démocratie Chrétienne (en particulier de la tendance "Communione e Liberazione"*). Si la UIL a tenu bon, cela s'explique, dans le cas de l'Alfa, par la pénétration d'un groupe très actif de staliniens maoïstes — chose plutôt comique pour un syndicat social-démocrate!

Les nouveaux délégués sont en général des ouvriers ex-militants des groupes gauchistes qui se sont implantés dans les ateliers où ils ont créé des liens assez forts avec la masse des ouvriers et où ils sont connus comme très critiques des syndicats. L'ambiguité de la situation actuelle s'exprime très bien dans ce raisonnement qui a motivé les ouvriers à élire ces nouveaux délégués et qui peut se résumer ainsi: "Vous avez toujours critiqué le syndicat, hé bien maintenant montrez-nous ce que vous savez faire". Il s'agit en somme d'une recherche de démocratie qui conserve un fort caractère de délégation de pouvoir. En tout cas, il faut souligner que l'exemple de l'Alfa n'est pas unique en son genre. Au port de Gênes, 28% des délégués élus appartiennent au Collectif Ouvrier du Port, et à l'Unidal (Milan) plus de 30% des délégués de l'usine de Viale Corsea sont du Comité de lutte, sans parler du cas d'autres entreprises plus petites. L'élément commun à ces trois exemple est le fait qu'il s'agit de situations où la restructuration capitaliste est très forte, et où le PCI a une fonction ouvertement anti-ouvrière dans des secteurs prolétaires ayant une tradition syndicale très combative, et donc peu disposés à se tourner vers le syndicalisme jaune de la CISL et UIL. Même s'il est aujourd'hui difficile d'évaluer l'évolution du mouvement des délégués de C.F., ces exemples semblent montrer qu'on a affaire à des fractions ouvrières disposées à jouer encore une nouvelle carte dans le jeu syndical mais cette fois-ci dans des termes tout à fait différents de ceux de la gauche syndicale. C'est une tendance à suivre...

(un camarade de Milan)

* majorité communiste
** democrate chrétien de gauche, équivalent à la CFDT Française
*** socialistes et républicain.

PORTUGAL Aspects économiques de l'intégration de la Réforme Agraire

Le décret-loi du 29 juillet 1975 a marqué le premier pas du contrôle d'Etat dans la réforme agraire, en tentant de définir les limites à mettre aux occupations. Deux semaines après, le 11 août, le COPCON a émis un communiqué interdisant les occupations illégales. Mais, malgré ces velléités répressives, les contradictions internes de la classe dominante ont empêché cette répression d'être très efficace. Le contrôle d'Etat n'a commencé à être effectif du point de vue économique, qu'à partir du mois d'octobre de cette même année, quand le Crédit Agricole de secours fut élargi pour couvrir les salaires des membres des coopératives.

De nos jours, en système capitaliste développé, tout progrès dans la production nécessite du crédit. Ce mécanisme basé sur l'attente des bénéfices futurs est particulièrement nécessaire dans l'agriculture où les dépenses s'échelonnent sur les douze mois de l'année pour des recettes qui se font toutes dans une seule période. L'accès au marché des capitaux s'imposait donc à la réforme agraire à partir du moment où elle devait s'insérer économiquement dans le capitalisme dominant.

Des capitaux étaient nécessaires pour faire les semences et élargir la surface cultivée, pour acheter les machines et les rations pour le bétail, éventuellement pour certaines installations et pour rétribuer la force de travail, c'est-à-dire pour les salaires. Or, à partir de la nationalisation de la banque, à la suite du 11 mars, le recours au crédit bancaire a toujours signifié une relation directe avec l'Etat. En recourant au crédit, sous quelque forme que ce soit, la réforme agraire se trouve directement dépendante de l'appareil d'Etat et elle peut donc être contenue, orientée, réprimée par le corps politique à qui elle offre le plus important des champs de manœuvres.

On croit souvent que la réaction répressive contre la réforme agraire se fait uniquement par le procédé de la «concession des réserves»; celle-ci, en effet, est fréquemment à l'origine de luttes et de répressions physiques : manifestations de travailleurs, interventions brutales de la GNR (Garde Nationale Républicaine), lâchers de chiens policiers et de policiers sans chiens mais chiens eux-mêmes. *(Voir Interviews I)* Toutefois l'arme du crédit est, dans les mains de ceux qui l'utilisent, beaucoup plus subtile et, silencieuse, bien plus efficace. Un parti qui occupe le gouvernement ou qui est en mesure de faire pression sur lui, peut être amené, pour des raisons politiques, pour s'assurer une base sociale, un appui électoral, à éviter les procédés de la «concession des réserves» et de la dissolution autoritaire des coopératives. Mais s'il peut se passer de telles armes, c'est parce qu'il possède l'arme décisive du crédit avec laquelle il contrôle et oriente tous les aspects économiques de la réforme agraire.

Plus directement en rapport avec les investissements agricoles de fond, le crédit agricole à long terme conserve aujourd'hui encore les formes dans lesquelles il fut établi dans les années soixante et qui donne au contrôle d'Etat la possibilité d'être particulièrement sévère et discriminatoire en ce qui concerne les garanties demandées à l'emprunteur. Quant au montant du crédit concédé par les banques commerciales, la part destinée à l'agriculture et à la pêche s'est maintenue, de 1974 à 1976, entre un peu moins de 4 % et un peu plus de 3 % du total des crédits accordés, ce qui montre que son rôle a été très limité. On peut déjà dire que c'est le Crédit Agricole de Secours qui s'arrogera la plus grande importance pour le contrôle économique de la réforme agraire. Ce crédit était destiné lors de sa création (décret-loi 251/75 du 23 mars 1975) aux petits et moyens agriculteurs mais il fut ensuite élargi aux nouvelles unités de production issues de la réforme agraire (décret-loi 406-B/75 du 29 juillet 1975); l'extension de ce crédit, en vue d'inclure les salaires des nouvelles unités de production, date d'un arrêté du 29 septembre 1975, confirmé ensuite par les décrets-lois 541-B/75 et 586/75 respectivement du 27 septembre et du 18 octobre 1975.

Il n'y a pas encore de statistiques exactes ni abondantes sur le mouvement du Crédit Agricole de Secours. On sait que jusqu'au 31 mars 1976 le crédit effectivement accordé fut de 1.593.487 contos (1 conto = 1.000 escudos), dont presque 94 % (1.495.320 contos) étaient destinés aux 8 districts de la réforme agraire. Ce pourcentage était le même pour les crédits accordés jusqu'au 30 juin 1976 (districts de la réforme agraire : 2.551.000 contos; autres districts de pays : 178.000 contos). Toutefois on doit tenir compte du fait que le crédit destiné à la réforme agraire n'est pas allé en totalité aux nouvelles unités de production et qu'une partie, sans doute pas très grande, a été accordée à des petits et moyens agriculteurs. Malheureusement il est impossible à l'heure actuelle de connaître exactement cette répartition. On sait toutefois que, dans les cinq conseils du district d'Evora, il n'y a eu qu'un peu plus de 6 % des crédits dégagés entre juin 1975 et novembre 1976 qui soient allés aux petits et moyens agriculteurs, le reste étant réservé aux coopératives. Mais la répartition du Crédit Agricole de Secours entre les divers districts de la réforme agraire présente de grandes différences. On peut le constater par le quotient obtenu, dans chaque district, en divisant le montant des crédits effectivement accordés jusqu'au 31 mars 1976 par la superficie des terres effectivement occupées. Le rapport crédits/hectares donne :

Beja	1,8	Portalègre	0,8
Evora	1,2	Lisbonne	10,1
Sétubal	1,6	Castello Branco	1,5
Santarém	0,2	Faro	10,2

La position élevée de Lisbonne peut s'expliquer par la facilité d'exercer des pressions quand on est à proximité des centres de décision, mais celle de Faro, loin de la capitale, a des raisons moins claires. De toutes façons, en termes absolus et pour la période considérée, le Crédit Agricole de Secours n'a pas eu, dans ces districts de Lisbonne et Faro, un rôle très significatif puisque, au 31 mars 1976, son crédit ne s'est élevé au-delà des 100 000 *contos* que dans les quatre districts où la réforme agraire a atteint le plus grand relief. Aussi, il nous paraît que, pour ces quatre districts, les différences qu'on constate dans le rapport entre la quantité de crédit et la superficie des terres occupées, serait surtout due à de plus ou moins grandes facilités de pression à l'intérieur des Centres Régionaux de la Réforme Agraire où, dans certains districts, se sont implantés aux échelons supérieurs des responsables liés à des courants politiques hégémoniques (c'est notamment le cas du district de Béjà où prédomine le Parti Communiste).

Avec l'entrée en vigueur du premier gouvernement constitutionnel, et correspondant à une alternative d'encadrement de la réforme agraire, le crédit, au lieu d'être un instrument de contrôle et d'orientation, devient effectivement une arme de désintégration des coopératives. A la fin de 1976, 4 % seulement du crédit qui leur avait été accordé n'avaient pas été remboursés par les coopératives, mais à son tour le Ministère de l'Agriculture se montrait leur débiteur dans bien des cas; néanmoins il commence en 1977 à couper les crédits de manière discriminatoire afin d'abattre successivement les coopératives. Une des méthodes les plus fréquemment utilisées fut de fixer des délais de paiement sans tenir compte du délai légal de douze mois. En même temps le taux d'intérêt de ces crédits qui, en principe, ne devait pas dépasser 6,5 %, passa à 8,75 %.

Ici encore, toutefois, le degré de prolétarisation de certaines zones semble avoir une importance décisive comme élément de pression sur l'appareil d'Etat. Pour nous en tenir à l'exemple du district d'Evora, le Ministère avait coupé le crédit, au début de juillet 1977, à seize unités de production; douze d'entre elles (75 %) se situaient dans des conseils qui avaient un taux inférieur de prolétarisation pour l'ensemble de la population agricole et un degré inférieur d'occupations par rapport à l'ensemble des surfaces cultivées (Reguengos 6; Borba 4; Vila Viçosa 2).

Il serait très important de vérifier s'il existe aussi une relation entre les zones au taux inférieur de prolétarisation et d'occupations et le degré de mise en vigueur des «concessions de réserves». Mais, pour le moment, il est encore impossible de disposer de données systématiques sur ces concessions de réserves. Dans cette étude de l'insertion économique de la réforme agraire dans le capitalisme, nous avons jusqu'ici considéré un de ses aspects décisifs, la dépendance des coopératives par rapport au marché des capitaux. Voyons maintenant leur dépendance par rapport au marché des produits.

En termes généraux, les résultats économiques de la réforme agraire peuvent, à ce point de vue, se résumer ainsi : énorme accroissement de la surface cultivée et du volume de la production; l'augmentation du nombre des travailleurs.

Un des problèmes urgents et immédiats qui avait stimulé le démarrage de la réforme agraire a été la nécessité de garantir un emploi immédiat devant le refus des propriétaires terriens de faire les travaux agricoles, et le problème du sous-emploi était grave en Alentejo. Il n'est donc pas étonnant que, du point de vue économique, l'aspect le plus significatif de la réforme agraire ait été l'augmentation de la surface cultivée. Si nous nous reportons à la superficie totale de 1.130.000 hectares, occupée par 536 coopératives et unités collectives de production, nous voyons qu'avant les occupations la surface semée était de 94.500 hectares, passant à 271.000 en 1975-1976 et se maintenant sensiblement identique l'année suivante (1976-1977 : 265.000 ha). Ceci signifie que la surface semée en 1976-1977 était de 180 % supérieure à celle de la période antérieure à la réforme agraire.

Si, à l'intérieur de ce total, nous distinguons la superficie semée en blé de celle des autres cultures céréalières, nous voyons que la surface emblavée a augmenté de 132 % entre la période antérieure aux occupations et 1976-1977, et cela malgré une diminution entre 1975-1976 et 1976-1977 (avant les occupations : 78.000 ha; 1975-1976 : 222.000 ha; 1976-1977 : 174.000 ha). Pour nous apercevoir de l'importance de cet accroissement, il suffira d'utiliser comme terme de comparaison la campagne du blé lancée par le salazarisme dans la période de 1928 à 1938 : c'est en 1932 que se fit la plus grande extension des emblavures et pourtant, par rapport à 1927, l'accroissement ne fut que d'un peu plus de 37 % sur l'ensemble du pays, et n'atteignait pas 43 % dans les quatre districts céréaliers de Portalègre, Santarém, Beja et Evora. Fait plus important encore, les nouvelles unités de production s'orientent vers une diversification des cultures destinées à correspondre à l'élargissement de l'éventail des besoins de produits agricoles dans les sociétés industrielles. Observons le petit tableau suivant :

surfaces semées (en ha)	avant l'occupation des terres	1975-76	1976-77
blé et autres cultures céréalières	78.000	222.000	174.000
légumes et oléagineuses	7.000	33.000	54.000
cultures irriguées (riz, tomates, maïs)	9.300	16.000	21.000

Tandis qu'avant la réforme agraire, la surface destinée aux cultures légumineuses et oléagineuses ne représentait que 9 % de la surface cultivée en céréales, ce pourcentage est monté à 15 % en 1975-1976, et a continué à monter l'année suivante jusqu'à 31 %. Ce fait, plus que tout autre, est suffisamment important pour détruire les critiques qui accusent les travailleurs d'avoir, dans la réforme agraire, épuisé les terres par une culture abusive de blé; comme on le sait, les légumineuses (destinées essentiellement au bétail) et les oléagineuses (essentiellement à des fins industrielles) maintiennent et augmentent la fertilité des sols et, donc, leur accroissement révèle, de la part des travailleurs, une capacité de planification que seule, la malhonnêteté des critiques se refuse à reconnaître. L'augmentation absolue des cultures irriguées est aussi significative, car elle leur permet de maintenir leur position relative (12 %, 7 %, 12 %) malgré l'augmentation des cultures céréalières.

(à suivre)

Construire l'utopie

L'ARCHITECTURE REVOLUTIONNAIRE
Berlin 1919

« Peut-on dessiner le bonheur?
Tous nous pouvons le vivre et le bâtir ».
Bruno Taut
(La dissolution de la ville. 1920)

1. Eloge du Arbeitsrat für Kunst (Conseil ouvrier pour l'Art)

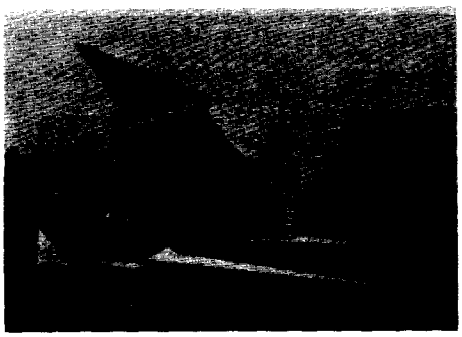
Quatre années d'enfer et de carnage pour en arriver à la certitude que cette grande guerre est perdue, c'en est trop ! En octobre et novembre 1918, l'Allemagne se révolte. Ouvriers, soldats, marins s'organisent et forment des Conseils. L'Allemagne bascule. L'édifice impérial s'effondre. Un instant, tout semble possible.

Les artistes radicaux rejoignent l'agitation. A Berlin, carrefour européen, ils fondent le Novembergruppe, puis, fin 18, le « Arbeitsrat für Kunst ».

Loin d'abandonner crayons et équerres, les architectes et artistes de cette période produisent un ensemble *fantastique* de projets, maquettes, manifestes, livres, expositions, bâtiments. Ils revendiquent sans limites : le droit à l'imaginaire dans l'expression construite, l'unité des arts plastiques et des métiers artisanaux, le droit à l'expérimentation grandeur nature sur des terrains municipaux, la construction de maisons du peuple, la priorité à la création et le refus du paternalisme, la liaison unitaire architecte-peintre sculpteur, et ce jusque dans les projets construits, le renouvellement de l'éducation artistique

Ils se veulent « constructeurs du monde », projettent d'architecturer les Alpes, imaginent des « quartiers volant en orbite pendant une année », illustrent « la dissolution de la ville ».

Qualifiés de « groupes mystico-romantiques,... rêvant de châteaux enchantés sur les cîmes du mont Rose », d'« éxubérance mystique », d'« utopies dessinées », d'« expressionnisme », les architectes du Arbeitsrat für Kunst exercent par leurs forces saisissantes une influence profonde sur l'architecture et son renouvellement. Les quelques constructions réalisées pendant cette courte période démontrent combien ces projets sont près d'une possibilité de réalisation plus vaste.



Tels sont la Tour Einstein à Potsdam par Mendelsohn (1920-21) ; un monument funéraire à Stalmsdorf-Berlin par Max Taut (1920) ; un monument réclamé par W. Luckhardt et R. Belling ; le Memorial de guerre de Weimar par W. Gropius (1921) ; Sommerfeld Haus à Berlin-Dahlem par W. Gropius et A. Meyer (1920-1921) ; la transformation du cirque Schumann en un théâtre Max Reinhardt, Berlin, par Poelzig (1919).

Les idées du A.F.K. trouvèrent un écho immédiat chez les maîtres du Bauhaus (dont plusieurs en sont d'anciens membres), qui appliqueront certains points du Programme architectural de Bruno Taut.

Après la dissolution du A.F.K. en 1921, certains architectes se retrouvent dans le cercle « Der Ring » jusqu'en 1929 et lors de la fondation du C.I.A.M. (Congrès international d'Architecture moderne) en 1928 à La Sarraz, Suisse, Hugo Harring représente le groupe ; il s'oppose aux théories de Le Corbusier qui prévaudront.

II. Chronologie non exhaustive.

Décembre 1918. Publication par le A.F.K. d'« un programme architectural » de Bruno Taut. Le texte dit dans son préambule : « L'art ! quelle affaire ! lorsqu'il est présent. De nos jours cet art n'existe pas. Ce n'est que sous l'aile protectrice d'un nouvel art de bâtir que ses orientations divisées pourront être unifiées, de telle sorte que chaque discipline isolée participera à un acte de bâtir en commun. A ce moment, plus de frontière entre l'artisanat, les arts plastiques ou la peinture, tout est un : bâtir. L'œuvre architecturale détient directement les forces intellectuelles, modèle les sentiments de la communauté qui, aujourd'hui, sont latents et vont éclore demain. Seule une révolution totale dans la domaine intellectuel donnera le jour à cette œuvre. »

Février 1919. Walter Gropius est nommé président de la commission des affaires du A.F.K. A cette occasion il déclare devant le Conseil : « Je considère notre association comme une conspiration ; nous sommes une petite minorité. Si nous voulons réaliser quelque chose de fort nous devons défendre notre programme, de tout point de vue et sans aucun compromis... Mieux vaut ne rien réaliser de pratique pour commencer ; car toute tentative d'arriver à bonne fin en trichant devrait signifier le début de la fin. »

(in : Marcel Franciscono, « Walter Gropius and the creation of the Banhaus in Weimar, 1971, University of Illinois Press).

Printemps 1919 : publication de la circulaire : « Organisation du Conseil ouvrier pour l'art à Berlin ». Extraits : « C'est dans la conviction que le bouleversement politique doit être employé à libérer l'art de sa tutelle séculaire que se sont regroupés en un cercle, à Berlin, des artistes et des amis des arts de façon unitaire et déterminée (..). Art et peuple doivent former une unité. L'art ne doit plus être la jouissance du petit nombre mais le bonheur et la vie des masses. Rassembler les artistes sous l'égide du grand art de bâtir, voilà notre but. » Cette circulaire indique la composition du Conseil :

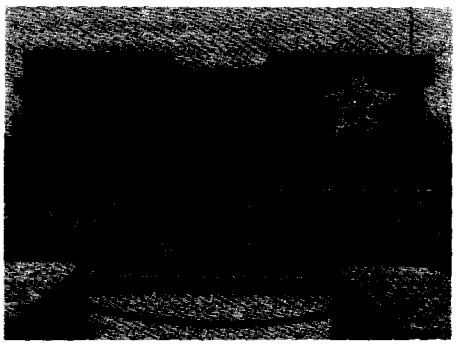
— Une commission des affaires de quinze membres (1)

— Un groupe berlinois de travail artistique comprenant une vingtaine de membres (2)

— Les amis du conseil ouvrier pour l'art (résidant ou non à Berlin((3).

Avril 1919 : « Exposition pour les architectes inconnus » au Cabinet des arts graphiques J.B. Neumann à Berlin. Sélectionnés par W. Gropius, M. Taut et O. Slavisberg, plusieurs non-architectes sont exposés, dont certains pour la première fois (4).

Dans un texte introductif, W. Gropius écrit : « Le don de l'imagination est plus important que toute la technique qui se soumet toujours à la volonté de l'homme. Aujourd'hui, il n'existe pas encore d'architecte, nous tous sommes les précurseurs de celui qui sera digne de porter le nom d'architecte, c'est-à-dire le nom de Maitre d'Art, qui fera du désert un jardin et érigera des miracles dans le ciel. » Il parle également du « désir d'un monde de beauté complètement reconstruit. »



Le 22 mars 1919, Walter Gropius exprime l'opinion des organisateurs dans une lettre envoyée au peintre J. Golyscheff : « Finalement... Nous avons dû admettre nous-mêmes que nos travaux devaient être inclus dans la catégorie de l'architecture. Ils sont après tout, l'expression ultime de ce que nous voulons : l'« Utopie. »

Septembre 1919 : Bruno Taut lance, dans le journal « Bauwelt », un appel pour l'utilisation de la couleur dans le bâtiment.

Novembre 1919 : Publication du premier livre du A.F.K. : « Oui ! Opinion du Conseil ouvrier pour l'art », livre qui regroupe les réponses faites à un questionnaire distribué au printemps à tous ses membres. On y trouve en particulier les réponses de : A. Behne, R. Belling, H. Finsterlin, W. Gropius, P.R. Henning, C. Klein, G. Marcks, Hobrist, K. Schnitt-Rottluff, G. Tappert, B. Taut, M. Taut.

24 novembre 1919 : début de la correspondance utopique connue sous le nom de Gläserne Kette (Chaine de verre) par une lettre circulaire de B. Taut (5) :

« Chers amis voués à un même ouvrage,

Je voudrais vous faire la proposition suivante : actuellement il n'y a presque rien à construire et, si nous avons malgré tout la possibilité de construire quelque part, nous le faisons pour vivre. Ou avez-vous peut-être la chance d'avoir un beau projet à réaliser ? En ce qui me concerne, la pratique me dégoûte presque et, en fait, vous tous éprouvez sûrement ce même sentiment. Pour être sincère, je dirai que c'est très bien qu'actuellement on ne construise pas. Ainsi, les choses ont le temps de mûrir, nous reprenons des forces et lorsque ça recommencera, nous connaîtrons alors notre but et serons assez fort pour protéger notre mouvement contre la dégénérescence. Soyons volontairement des « architectes imaginaires » ! Nous croyons que seule une révolution complète peut nous conduire à l'œuvre. Les bourgeois et même les collègues flairent avec raison le côté révolutionnaire de nos tendances. C'est stupide ! Et nous sommes un germe dans la nouvelle terre végétale. Renoncement à la personnalité qui sera absorbée par un idéal plus grand — si l'architecte réapparait, le maître devient anonyme (...) Ma suggestion, ayant pour but de consolider cette unité, est la suivante : chacun de nous dessinera ou notera librement... les idées qu'il voudrait communiquer à notre cercle et enverra à chacun un tirage. Ainsi naîtra un échange, la question, la réponse, la critique... » (6)

Mai 1920 : Deuxième exposition du A.F.K. : « Neues Bauen », avec présentation des dessins de B. Taut : « Alpinen Architectur », « Weltbaumeister ».

Publication du second livre du A.F.K. : « Ruf zum Bauen » (appel à la construction). On y trouve des dessins de C. Krayl, H. Hansen, W. Bruckmann, Hablik, Goesh. Ce livre défend « énergiquement la position utopiste et la conscience des limites de cette utopie, en formulant une sorte de dénonciation du rationalisme et de ses conséquences en urbanisme » (L'Architecture de l'expressionnisme, F. Borsi et G.K. König, 1967 ; Vitalie Ghianda Genova e Vincent, Fréal & Cie, Paris).

Automne 1920 : Publication de « Fruhlicht », édité par B. Taut avec la correspondance de la Chaîne de verre. H. Finsterlin publiera dans « Fruhlicht » un article sur « la genèse de l'architecture ».

Courant de l'année 1921 : dissolution du A.F.K. Certains de ses membres se retrouvent dans le cercle « der Ring ». Ce cercle comptera jusqu'à 25 membres (dont B. Taut, M. Taut, Sharoun, H. Haring) et se manifestera jusqu'en 1929. Hugo Haring, devenu secrétaire et animateur du groupe, déclarait : « Toute forme créatrice a donc un caractère politique » ou « l'habitation d'un homme donne une explication infaillible sur ce qu'il veut politiquement. » Sa thèse organique était : « avant de jeter un plan, il s'agit de faire « un plan de notre ordre spirituel » ; il s'agit d'une planification non pas d'ordre formel, mais spirituel. »

Refusant cet auxiliaire qu'est la géométrie, Haring voulait « affirmer par ses dessins ; la libération de tout volume préconstitué et prédéterminé géométriquement. » (G.K. König).

La crise économique internationale arrêta l'activité des membres du Ring ; la montée du nazisme fit le reste ; l'architecture moderne internationale ayant triomphé après la guerre de 45, les historiens crurent bon de les condamner à l'oubli.

Décembre 1978
Alain SPIELMANN

Notes :

1) Walter Gropius, Cesar Klein, Adolf Behne, Otto Bontning, (direction) — H. Hasler, E. Heckel, G. Koelbe, G. Marcks, L. Heidner, M. Pechstein, H. Richter-Berlin, K. Schmitt-Rottluff, B. Taut, M. Taut, W. Valentiner.

2) R. Belling, A. Degner, L. Feininger, O. Freundlich, J. Golyscheff, A. Griesebach, E. Hass, PR. Henning, J. Hirsch, W. Kaesbach, M. Melzer, O. Mueller, F. Mutzen-becher, E. Nolde, F. Perzunski, R. Scheibe, F. Stuckenberg, G. Tappert, A. Topp.

3) H. Campendonk, Seeshaupt ; P. Cassirer, Berlin ; H. Finsterlin, Berchtesgaden ; A. Flechtheim, Düsseldorf ; G.F. Hartlaub, Mannheim ; C.G. Heise, Hamburg ; O. Herzog, Berlin ; B. Hoetger, Ostendorf-Worpsmede ; A. Meyer, Berlin ; E. Mendelsohn, Berlin ; E. Orlik ; K.E. Osthaus, Hagen ; Ch. Rohlfs, Hagen ; M. Steger, Berlin. En octobre 1919 viendront encore : P. Andral, Dresden ; L. Hilberseimer, Berlin ; C. Krayl, Nürnberg ; H. et W. Luckhardt, Berlin ; P. Mebes ; H. Poelzig, Dresden.

4) J. Golyscheff, C. Klein, J. Molzahn, A. Topp, O. Herzog, G. Marcks, H. Obrist, H. Finsterlin, F. Kaldenbach, W. Hablik, Treichel ; parmi les architectes figurent : Krayl, les frères Luckhardt, Sharou, B. Taut, M. Taut.

5) Cette circulaire fut adressée à : C. Krayl, P. Goesch, H. Sharoun, W. Gropius, Dr. A. Behne, J. Göttel, H. Hansen, A. Hablik, M. Taut, W. Bruckmann, H. Finsterlin, W. et H. Luckhardt.

6) Anfang (début) : Krayl. Tancrède : Goesch. Prométhée : M. Finsterlin. Glas (verre) : B. Taut. Antischmidz (antibourgeois) : Hansen. Angoor : H. Luckhard. Hannes (Jeannot, le plus jeune) : Sharoun. Anonyme : M. Taut. Masse : Gropius.

LA MONTÉE DU POUVOIR SYNDICAL EN GRANDE-BRETAGNE

Dans la première partie de cet article, traduit dans le n° 10 de Spartacus, et dont l'intention est d'analyser la situation sociale actuelle en Grande-Bretagne, l'auteur décrit le processus de renforcement du pouvoir syndical depuis la grande grève des mineurs en 1974. Cet événement est en quelque sorte un point tournant, dans la mesure où il représente un choc qui ébranla les rapports traditionnels entre les différentes forces sociales : les mineurs, de par leur autonomie, s'opposant aux patrons, à l'Etat avec ses blocages de salaires, et aux syndicats, ont provoqué la chute du gouvernement conservateur et de graves problèmes dans tous les secteurs industriels du pays. A travers la conclusion du Pacte social, l'Etat et le patronat ont accordé d'énormes concessions et des armes de pouvoir aux syndicats, en échange de leur engagement à faire respecter les blocages de salaires. Depuis, c'est à ce nouveau pouvoir que les travailleurs se sont heurtés, dans une conjoncture que tous les partenaires du Pacte s'accordent à qualifier « d'austérité ».

Il y a pourtant là une grosse ironie du sort et je voudrais à travers elle revenir aux implications de la puissance actuelle des syndicats. La classe ouvrière et le grand nombre d'ouvriers qui ont adhéré aux syndicats ces dernières années et au nom de qui les syndicats prétendent parler, constituent la base matérielle de celle-ci. L'histoire et la conjoncture sociale et économique propres à la Grande-Bretagne ont certes contribué à l'élargissement du pouvoir des syndicats. Mais leur puissance qui est celle d'aujourd'hui s'appuie sur tous ceux qui adhèrent à un syndicat, convaincus que l'adhésion est pour eux une assurance personnelle d'une amélioration de leur niveau de vie, de conditions de travail décentes et de sécurité d'emploi. Or, en réalité, et c'est là toute l'ironie de la chose, depuis quatre ans les syndicats et le gouvernement travailliste qu'ils soutiennent ont été les artisans d'une régression du niveau de vie des ouvriers et d'une énorme augmentation du nombre des chômeurs. Cette politique d'austérité ne correspondait certainement pas aux résultats qu'escomptaient les ouvriers en adhérant à un syndicat. Mais elle répondait parfaitement aux besoins de la bourgeoisie en tant que premier pas vers le dépassement de la crise, ou du moins en tant que moment de répit après l'explosion des salaires des années précédentes. Les bureaucraties syndicales ont compris qu'elles s'engageaient plus profondément dans le sens de la perpétuation du capitalisme britannique ou de cette « économie mixte » qu'elles prétendent si souvent défendre, même si les travailleurs, eux, ne l'ont pas compris. Néanmoins ceci n'explique pas pourquoi les travailleurs ont jusqu'ici plus ou moins accepté la politique d'austérité. J'ai déjà effleuré cette question en disant que les principales forces sociales capitalistes — partis, syndicats, bourgeoisie privée — ont fait le point après la crise sociale de 1974, c'est-à-dire après que les mineurs ont provoqué la défaite du gouvernement, conservateur à l'époque. Et je crois que la bourgeoisie privée a compté sur le Parti travailliste et les syndicats pour commencer à sortir le capitalisme britannique de sa crise actuelle. La bourgeoisie s'est avérée être une force sociale désunie et affaiblie et, comme il lui est si souvent arrivé par le passé, elle a compté sur le reflux des luttes ouvrières pour rattraper la situation. A partir de ce moment-là, la bourgeoisie privée a définitivement renié le Parti conservateur. Si elle a pu le faire de façon crédible, c'est bien grâce à une sorte d'idéologie politique travailliste-gauchiste qui associe systématiquement tout ce qui est anti-classe ouvrière au malheureux parti conservateur. Jusqu'à un certain degré, et dans la mesure où elle accepte encore le jeu électoral, une grande partie, ou même la classe ouvrière toute entière, a entériné cette idée. En période électorale, celle-ci est colportée avec d'autant plus de vigueur par les gauchistes qu'ils se plaisent à rappeler les grandes batailles d'antan entre Conservateurs et Travaillistes. Ainsi un grand nombre d'ouvriers généralement indifférents votent en faveur du Parti travailliste afin d'exclure les Conservateurs, ces Conservateurs malintentionnés qui, lorsqu'ils étaient au pouvoir de 1970 à 1974, n'avaient fait que tenter ce que le gouvernement travailliste d'avant avait aussi tenté pour le compte du capital, à savoir réduire le chaos industriel par l'introduction de lois anti-ouvrières. Or le genre d'idées auquel je viens de faire allusion a été utilisé de nouveau, et très utilement, en 1974, par toutes les forces gauchistes et travaillistes. On désignait le Parti conservateur au gouvernement comme responsable de la crise parce qu'il souhaitait l'affrontement avec les syndicats et qu'il voulait contrôler les conflits du travail par des lois répressives. Certains secteurs de la bourgeoisie ont eux-mêmes appelé au bon moment la fin de l'ingérence étatique dans le processus de négociations industrielles. Ce qui coïncidait avec les discours de bon nombre de dirigeants syndicaux. Ainsi le Parti travailliste pouvait prétendre qu'une fois de retour au pouvoir, il mettrait fin à la période d'affrontement et donc à la crise. « Retravailler avec les travaillistes », tel était le slogan du Parti travailliste. Cette stratégie a abouti à un succès électoral et après que le conflit des mineurs a été immédiatement résolu par le paiement de leurs revendications, la vitalité des luttes s'est dissipée, perdue dans les manœuvres électorales de la bourgeoisie. Pour conclure ce petit chapitre qui décrit comment la bourgeoisie s'est remise sur les rails, je noterai en passant ce qui a fait peut-être l'ironie la plus mordante de cette période. Les mineurs furent les grands héros de la classe ouvrière au cours de la période 1970-1974. Ils luttèrent en 1972 et de nouveau en 1974 de manière unifiée, s'engageant dans une importante activité radicale employant même des méthodes de lutte violente. Malgré les écarts salariaux entre les différentes catégories d'ouvriers dans les mines, les exigences de l'époque portaient sur des augmentations égales de leurs salaires de base pour tous les ouvriers. De plus, les luttes des mineurs avaient entraîné de larges secteurs de la classe ouvrière dans l'action solidaire. Pourtant, quatre ans plus tard, alors que leurs succès salariaux de 1972 et 1974 étaient réduits à néant par l'inflation, les mineurs n'ont lancé aucune lutte unifiée comparable à celle-là. Au contraire, après d'âpres conflits à l'intérieur du syndicat, les ouvriers ont accepté évidemment dans un effort désespéré pour maintenir leur niveau de vie, des accords locaux sur la productivité dans la presque totalité des mines du pays, accords qui introduisaient un principe contre lequel ils avaient lutté avec acharnement quelques années auparavant afin d'assurer leur unité. Aujourd'hui, les employeurs enregistrent des niveaux de production encore jamais atteints..., et encore plus de sang sur le charbon. Voilà la mesure de l'étendue de l'emprise syndicale sur la classe ouvrière, et dans un des secteurs les plus militants.

LA VRAIE NATURE DES SYNDICATS

Après la victoire électorale du gouvernement travailliste, les secteurs traditionnels de la bourgeoisie et les partis politiques (bien que le Parti conservateur parle encore aujourd'hui de réduire le pouvoir « tyrannique » des syndicats) se sont rendus compte que le cadre politique traditionnel ne pouvait plus absorber les syndicats. Par conséquent, ce qui avait existé depuis longtemps dans la pratique fut officiellement intégré dans un pacte entre l'Etat, la bourgeoisie privée et les syndicats, par lequel ces trois éléments devenaient les trois axes principaux du pouvoir politique. La nouveauté de la chose résidait en réalité dans le fait qu'ils étaient reconnus comme tels. Or certains gauchistes, en raison du rapport incontestablement étroit qui existe entre les syndicats et l'Etat (facilité à l'heure actuelle par le gouvernement travailliste), condamnent les syndicats en tant que partie intégrante de l'appareil d'Etat. En fait un tel rapport corporatiste n'existe pas ; les syndicats conservent jalousement leur indépendance, parce que sans cela la bureaucratie syndicale se priverait totalement de la base de son pouvoir. Puisque historiquement les syndicats et le Parti travailliste ont formé ensemble ce qu'on appelle « le mouvement ouvrier », le rapport actuel entre les syndicats et l'Etat est évidemment étroit. Néanmoins, les syndicats ont déclaré à maintes reprises qu'ils entretiendraient un étroit rapport de collaboration avec n'importe quel gouvernement, autrement dit, avec un futur gouvernement conservateur. A mon avis, les gauchistes qui partagent l'opinion précédente comprennent mal la véritable nature des syndicats. Contrairement à ce qu'ils voudraient nous faire croire, les syndicats ne sont pas du côté du Travail contre le Capital, mais plutôt un élément du rapport entre l'un et l'autre. Ils sont un garant essentiel de la perpétuation du travail salarié, soit sous sa forme capitaliste privé, celle qui existe actuellement, soit sous celle d'un futur capitalisme d'Etat auquel certains secteurs des syndicats aspirent. Cette aspiration incombe aux syndicats (ou, comme je l'ai dit, à certains secteurs de ceux-ci) en raison de leur pratique dans le cadre des rapports de production. Les syndicats agissent comme courtiers et gestionnaires de la force de travail. Ils partagent cette tâche-là avec les secteurs dirigeants de la bourgeoisie. Les syndicats ont ainsi pour ambition de devenir la nouvelle bourgeoisie, destinée à la longue à remplacer l'ancienne bourgeoisie privée.

DROITE, GAUCHE ET EXTRÊME GAUCHE SYNDICALE

Une autre interprétation de ce nouvel accord entre l'Etat, les syndicats et la bourgeoisie privée, fréquemment donnée par les secteurs plus retardataires de la bourgeoisie, suppose elle aussi l'existence d'un rapport corporatiste entre les syndicats et l'Etat. Mais pour ceux-ci qui pataugent désespérément dans une idéologie dépassée, ce rapport prend la forme d'un complot non seulement contre les institutions étatiques mais aussi contre le capital. Ils réalisent que les grandes forces politiques en jeu aujourd'hui sont les syndicats, l'Etat et les employeurs privés. Et en fait cette description des relations politiques actuellement en vigueur en Grande-Bretagne est exacte. Néanmoins, ces secteurs conservateurs de la bourgeoisie confondent sur ce point la politique (en tant qu'activité législative, parlement, électoralisme, etc.) et les rapports politiques réels entre la bourgeoisie et ses aspirants, qui déterminent la distribution de la plus-value. Ils sont de véritables fétichistes.

Non moins fétichistes, et cette fois-ci par rapport aux syndicats, sont les « vieilles taupes » des syndicats, de la gauche traditionnelle et extrême qui se sont enterrées à différents niveaux de la structure syndicale et sans lesquelles je suis souvent tenté de croire que les syndicats s'effondreraient. Evidemment la gauche (et ici j'entends aussi un bloc toujours plus objectivement homogène, qui s'étend de la gauche du Parti travailliste en passant par le PCGB et l'extrême-gauche jusqu'aux libertaires prétendûment hostiles aux partis) pensent que les syndicats sont des institutions de classe qui ont besoin d'une direction et d'une plate-forme sociales correctes. Par conséquent, leur politique vis-à-vis des syndicats est de tenter d'accaparer des positions de direction à l'intérieur des syndicats afin d'influencer leurs décisions. En vérité, ceci s'avère difficile, vu le peu de succès que les gauchistes ont rencontré dans l'arène électorale syndicale, comme dans le cadre électoral plus large du parlement. En fait, au cours de récentes élections des instances dirigeantes de plusieurs syndicats importants (y compris le puissant syndicat des travailleurs

de l'engineering, l'AUEW), l'aile droite, et ici je parle de personnages anti-communistes, pro-bourgeois, a rencontré un certain succès. Dans la mesure où, au cours des quatre ou cinq dernières années, les directions syndicales ont pu réaffirmer leur autorité sur la classe ouvrière, et soutenir des programmes d'austérité, ces élections d'éléments droitiers apportent une preuve complémentaire du récent reflux de la lutte de classes en Grande-Bretagne. Néanmoins la stratégie électoraliste de la gauche qui tente d'accaparer des postes de direction à l'intérieur des syndicats a obtenu quelques succès, mais surtout dans les syndicats mineurs ayant une base moins prolétaire. Dans ce domaine, la coopération entre la « Gauche élargie » (PCGB et travaillistes de gauche) et l'extrême-gauche s'accroît et celles-ci semblent en général pratiquer une certaine division du travail dans leurs stratégies syndicales. La « Gauche élargie » essaie de gagner des postes syndicaux au niveau national et régional, tandis que l'extrême-gauche travaille au niveau des sections ou branches en dehors des lieux de travail. Lorsque cela ne marche plus, il reste l'alternative dite « de la base » dans les usines, visant en général la « démocratisation » des syndicats ou alors la surenchère par rapport à l'appareil officiel quant à la formulation de revendications salariales ; les gauchistes ne comprennent donc pas la nature de classe des syndicats ; ils pensent pouvoir faire une distinction entre le fonctionnaire et l'organisation. Si l'on pouvait remplacer les dirigeants qui « trahissent » les luttes par une direction « progressiste », on aurait alors la base d'une pratique syndicaliste de classe. Jusqu'à un certain point, cette confusion est compréhensible. Un courant syndicaliste révolutionnaire est né en Grande-Bretagne pendant la 1ère Guerre mondiale et s'est maintenu, bien que très affaibli, jusqu'au début de la grande crise. Et depuis, les moments les plus significatifs de la lutte de classe ont toujours été lancés par des travailleurs appartenant aussi aux syndicats. Cependant l'évolution — véritable, objective — des syndicats fut différente : ce fut l'évolution des syndicats en tant qu'institutions. Les rapports politiques mentionnés ci-dessus ne sont pas un phénomène nouveau en Grande-Bretagne, bien que les syndicats aient pris une importance nouvelle. Le modèle d'interaction de ces différentes forces s'est établi au cours de la 1ère Guerre mondiale, lorsque les syndicats se sont engagés à ne pas déclencher de grèves, ont accepté la dé-qualification de la main-d'œuvre et ont siégé à des commissions de production conjointement avec les employeurs et le gouvernement, afin d'augmenter la production de guerre. En fait ce fut le soutien des syndicats à l'effort de guerre dans tous les pays d'Europe qui a fini par révéler aux révolutionnaires que les syndicats avaient rejoint le camp de la bourgeoisie à l'échelle internationale. Plus tard, en Grande-Bretagne, la manière dont les syndicats ont mené la grève générale de 1926 a mis en lumière leur désir de s'affilier plus étroitement à la bourgeoisie traditionnelle, et les a confirmés dans leur rôle d'institutions de conciliation. Si ceci ne put se réaliser dans l'immédiat en raison de la crise économique des années 30 qui a ébranlé le pouvoir syndical, l'expansion économique qui a suivi la 2ème Guerre mondiale a réinstallé les syndicats aux postes de commande. Comme je l'ai dit plus haut, l'expansion économique fut la condition nécessaire à l'expansion des syndicats et de leur pouvoir, et elle leur permit de se faire accepter par la bourgeoisie qui a vu en eux le garant du maintien du travail salarié (à un prix « correct », bien sûr), et d'une certaine harmonie à l'intérieur du processus de production. Il est évident que les syndicats ne peuvent pas toujours la garantir. En 1977, par exemple, bien que les luttes aient été généralement plus limitées ces dernières années, l'entreprise automobile British Leyland a passé sa plus mauvaise année depuis sa constitution il y a une dizaine d'années — en termes de journées de travail perdues pour fait de grève. Il ne s'est guère passé de jour sans qu'au moins un groupe d'ouvriers se mette en grève. Il va sans dire que les bureaucrates syndicaux, à tous les niveaux, ont passé un certain temps à essayer de sortir l'entreprise de ce désastre. Il n'en reste pas moins que le rapport d'exploitation qui se situe à la base de la relation entre le capital et le travail subsistera aussi longtemps qu'existe le travail salarié et produira toujours des luttes, quelque efficace que puisse être l'accord entre le capital et les syndicats.

RECRUTEMENT ET ABANDON DES FEMMES

Il y a un groupe de travailleurs qui est plus particulièrement exploité que les autres, ce sont les femmes. Et si les syndicats recrutent dare-dare dans leurs rangs, ils les ont quand même laissé mener seules leurs batailles. D'ailleurs, une particularité des luttes des 18 derniers mois en Grande-Bretagne réside dans le nombre de luttes qui ont été menées par des femmes. Bien entendu, il existe actuellement maintes catégories de travail réservées presque exclusivement aux femmes, telles que machinistes dans les industries automobiles et la confection, certains genres de travaux de conditionnement, tels que les conserves, les finitions, etc. Certaines de ces luttes ont eu pour objectif l'obtention de salaires égaux, d'autres la reconnaissance du syndicat. Avant de citer quelques-unes de ces luttes, je voudrais signaler qu'en plus de la division selon le métier que l'on retrouve dans les luttes ouvrières, la classe ouvrière est également divisée selon le sexe et la race. A mon avis, cela a pour effet d'affaiblir sérieusement les possibilités d'aboutissement des luttes, parce que le groupe en question, qu'il soit composé de femmes ou de travailleurs immigrés est obligé de compter sur ses propres forces et, en dernière analyse, sur le syndicat en tant qu'institution bureaucratique, qui exige souvent que les ouvriers reprennent le travail afin de permettre aux dirigeants d'entamer les négociations avec les employeurs. Dernièrement, au mois de juin 1978, les femmes de chambre d'un hôtel londonien se sont mises en grève pour obliger la direction à réembaucher leur délégué syndical. Les femmes, toutes membres du Syndicat National des Travailleurs du Chemin de Fer, n'ont reçu aucun soutien pratique de la part de celui-ci, qui a préféré convaincre la plupart des femmes de reprendre le travail sans avoir gagné. Seules quelques femmes ont poursuivi la grève. Récemment un autre syndicat, qui recrute parmi les employés des pouvoirs locaux, a négocié avec un conseil local un accord prévoyant une prime de productivité, mais dont les femmes standardistes étaient exclues ! Les femmes se sont mises en grève afin d'être incluses dans l'accord. Une autre grève touchant essentiellement des employées, a démarré début juin 1978 à la fabrique de billets de la Banque d'Angleterre. Les femmes sont toutes membres du syndicat de l'imprimerie SOGAT et sont en grève contre l'introduction de travailleurs non-syndiqués dans l'usine. Les imprimeurs de l'usine, tous des hommes, continuent à travailler. A une des usines de l'entreprise Ford dans le Nord de l'Angleterre, plusieurs centaines de femmes employées comme finisseuses de garnitures s'organisent pour parer à la menace de licenciements. Au cours de la dernière période, il n'y a eu aucune lutte organisée soit par les ouvriers eux-mêmes soit par les syndicats, contre les nombreuses fermetures d'usines. Pourtant, disent ces femmes, si elles perdent leur travail, elles seront obligées d'accepter des postes où, pour le même travail, elles seront dans les usines plus petites de la région et toucheront des salaires *quatre fois inférieurs* à ce qu'elles gagnent chez Ford (aux alentours de 52 livres par semaine). Jusqu'à maintenant leur syndicat n'a pas laissé entendre qu'il était préparé à s'opposer à la fermeture. Une autre grève où les femmes ont été laissées à elles-mêmes a eu lieu à l'usine de produits cosmétiques Yardley's, aux alentours de Londres, où les femmes se sont mises en grève à la fin du mois de mai 1977 pour demander l'égalité des salaires. Les femmes n'ont pas reçu le soutien des hommes, tous membres du syndicat, qui ont continué à travailler. Les femmes ont accusé le représentant du syndicat qui s'occupait de la grève, un homme, de paternalisme et ont également déclaré que son unique but était de leur faire reprendre le travail pour pouvoir arbitrer le conflit. Bien que les femmes aient essayé de prendre leur grève en main en formant un comité de grève, le syndicat et les syndicalistes hommes, en brisant la grève, les ont obligées à reprendre le travail.

Il existe maints autres exemples de l'incapacité des hommes à dépasser les divisions sexuelles du travail imposées à la classe ouvrière et à soutenir les luttes des femmes et des travailleuses. Certains gauchistes soutiendraient qu'il n'existe pas de luttes de femmes en tant que telles, mais seulement des luttes de classe, que l'unité entre hommes et femmes naît des luttes. Mais la réalité du capitalisme est autre. Il y a des travaux effectués exclusivement par des femmes, qui, par conséquent, luttent indépendamment. Et, ainsi que le démontrent les exemples ci-dessus, il arrive souvent que les ouvriers se montrent indifférents ou même agissent comme briseurs des grèves de femmes. Cette absence de solidarité est le résultat social de l'attitude générale des hommes envers les femmes : c'est le chauvinisme mâle. Le racisme est encore une attitude chauvine qui affaiblit l'ensemble de la classe ouvrière, et là aussi il existe d'autres exemples de ces attitudes sociales, sources de divisions à l'intérieur de la classe ouvrière. Par exemple, il arrive assez souvent qu'un ouvrier qui est un militant syndicaliste actif soit raciste parce qu'il pense que les ouvriers noirs ne cherchent pas à adhérer aux syndicats ou à assister aux réunions syndicales quand ils y adhèrent.

UN RACISME OUVRIER

Mais, malgré l'attitude des travailleurs immigrés vis-à-vis des syndicats, ce sont en réalité les attitudes racistes qui affaiblissent les ouvriers. Par exemple, il y a deux ans, le Front National, le parti fasciste, s'efforçait activement d'intégrer les ouvriers blancs du réseau de transports routiers de Burnley dans leurs activités racistes. Lorsqu'un ouvrier asiatique a été licencié pour avoir refusé de faire des heures supplémentaires, les ouvriers ont refusé de le soutenir. Les Asiatiques se sont mis en grève pour le soutenir, mais les Blancs ont brisé la grève. Il a fallu trois semaines de grève et une occupation du local syndical avant qu'un meeting de masse soit convoqué. A la longue, les grévistes ont eu gain de cause et l'ouvrier a été réintégré. Plus tard, au cours de la même année, à l'usine textile d'Intex Yarns, à Ashton-under-Lyme, un délégué syndical blanc anti-raciste a été mis à la porte. Les ouvriers noirs se sont mis en grève pour le soutenir et de nouveau, un bon nombre d'ouvriers blancs ont brisé la grève. Plus tard encore dans la même année, à Leeds, les conducteurs de bus, les blancs cette fois, ont déclenché une grève pour s'opposer au droit des Sikhs de porter des turbans ! Tout dernièrement, au mois de mai 1978, dans une usine textile à Bolton, 250 ouvriers noirs se sont mis en grève et 50 ouvriers blancs l'ont brisée. Les exemples ne manquent pas, sans compter ceux où les patrons ont profité de cette désunion pour licencier

UN TÉMOIGNAGE SUR LE MONDE ENTIER OUVRIER EN ANGLETERRE

Joe Jacobs est né dans le East-End de Londres en 1913. Ouvrier, militant syndical et politique, sa vie recoupe une tranche de l'histoire de la classe ouvrière londonnienne, des années 20 aux années 70. Disparu depuis peu de temps, Joe Jacobs a laissé (incomplet) le récit de cet itinéraire, de son enfance révoltée dans le ghetto pauvre d'immigrants juifs de Whitechappel jusqu'aux luttes contre les magouilles de l'appareil stalinien du PC britannique, dans les années 38-39.

Un groupe de camarades et amis a préparé et édité ces pages sous forme d'un livre passionnant. Excellent conteur, plein d'humour et de sensibilité, ayant une connaissance profonde et directe de la culture et des traditions du prolétariat anglais, Joe Jacobs nous fait connaître un monde qui a été celui de milliers d'ouvriers : la vie dans ces quartiers d'immigrés, leur culture, à laquelle ils s'accrochaient pour faire face à l'environnement hostile, la découverte de la lutte de classes et du mouvement ouvrier organisé, l'attirance vers le PC, enfin, cette lutte quotidienne contre l'exploitation, les grèves, la rage de classe contre le fascisme, la guerre d'Espagne, le stalinisme, les espoirs et les désillusions...

Désillusions que Joe Jacobs a toujours surmontées avec la même énergie, animé par ses qualités de militant sincère et intègre et par sa confiance dans les potentialités de la classe ouvrière. Expulsé du PC en 1938, Joe Jacobs n'a jamais cessé de militer ; on l'a trouvé en particulier très actif lors des grèves du textile en 1950 et lors de la grève des postiers en 1960. Lié pendant quelques années au groupe *Solidarity* — duquel il s'était depuis séparé — il a toujours gardé le contact avec les nouvelles générations et avec les nouvelles façons de penser et d'agir.

Le monde ouvrier qu'il nous fait découvrir est aujourd'hui transformé, disparu ! Mais par son engagement total, par son esprit critique et non sectaire il nous tranmet l'espoir et la flamme du combat contre la société du salariat. Il est assez rare qu'un militant ouvrier révolutionnaire laisse un témoignage sur sa vie et sur sa lutte. S'il fallait encore une raison en voici donc une pour lire et aider à diffuser ce livre.

Ch. REEVE

Joe Jacobs, *Out of the ghetto my youth in the east-end, communism and fascism, 1913-39* (diffusé par Janet Simon, 29 Troutback, Albany Str. LONDON NW1, 320 pages, 15 F.) Ch. R.

des ouvriers. Or, bien que des fascistes aient certainement été activement à l'œuvre en ces occasions-là, leurs idées ne pouvaient trouver une audience que si les ouvriers eux-mêmes étaient déjà racistes. Ce ne sont pas les racistes qui créent le racisme. La malheureuse réalité est que, en Grande-Bretagne, les attitudes racistes, quel que soit leur degré, sont endémiques. Bien entendu, dans bien des cas, ce racisme se construit sur de fausses interprétations de conditions matérielles données, lorsque, par exemple, des ouvriers blancs dans certaines usines textiles du Nord de l'Angleterre, s'opposent à la promotion à des postes qualifiés de travailleurs immigrés. Mais ceci n'est que le reflet d'un racisme social plus répandu, que je ne peux décrire que comme irrationnel, une irrationalité sociale nourrie de mythes, de préjugés et par les institutions de la société. Si ces divisions — professionnelles, sexuelles, raciales — existent dans la classe ouvrière et constituent une formidable barrière à l'unité des travailleurs, au développement de la conscience de classe, il y a des exemples plus positifs de luttes qui surmontent ces divisions à l'intérieur de la classe ouvrière. Les exemples les plus frappants se produisent dans les industries ou les secteurs où les travailleurs partagent de manière évidente la même exploitation.

Comme à l'usine automobile Ford de la banlieue de Londres, où 60 % de la force de travail est noire. Là, les fascistes n'ont absolument aucune voix, et les luttes qui y éclatent de temps à autre recueillent une participation égale des ouvriers blancs et noirs. De même, dans beaucoup d'emplois à bas salaire et où il y a autant d'ouvriers immigrés de toutes nationalités que d'ouvriers blancs, tous les ouvriers participent également à la lutte. C'est le cas dans l'industrie de l'hôtellerie et la restauration, chez les employés de magasins, les travailleurs hospitaliers et dans beaucoup d'emplois non-qualifiés de la transformation alimentaire. La grève pour des augmentations de salaires de 1000 travailleurs d'un des principaux grands magasins en est un exemple récent. Dans ce cas, les travailleurs, d'une douzaine de nationalités différentes, sont restés unis. Ce disant, je ne voudrais pas donner l'impression que, parce que les ouvriers ne sont pas divisés sur des bases de sexe et/ou de race, la forme et le contenu de leurs luttes sont plus radicaux qu'ils ne l'auraient été autrement. Le plus souvent, ils se battent pour des revendications limitées en passant par la médiation du syndicat.

A cet égard, une des grèves les plus célèbres de ces derniers temps a eu lieu dans une entreprise dénommée Grunwicks dans le Nord de Londres, qui développe des pellicules par correspondance. La majorité de la force de travail est féminine et noire. Il y a plus de 18 mois, ils se sont mis en grève pour faire admettre le syndicat et pour obtenir des augmentations salariales. Seul un tiers environ des ouvriers ont participé à la grève ; et le patron, soutenu par tout un éventail de réactionnaires et conservateurs bourgeois a résisté fermement aux revendications des ouvriers et les a licenciés. Raconter le déroulement de cette grève et ses implications prendrait plus de place que je n'en ai pour en discuter. Néanmoins, en gros, cette grève a mis en évidence quelques-uns des problèmes les plus graves de la lutte de classe, entre autres les rôles des syndicats, de la gauche, la nature répressive de l'Etat, les possibilités d'une solidarité généralisée, etc. La gauche a voulu en faire une grève pour la défense d'un grand principe, celui du « droit d'adhérer à un syndicat », comme si ce petit patron pouvait de quelque manière menacer la puissance nouvellement acquise des syndicats. Par contre, les grévistes eux-mêmes ont été totalement délaissés par le TUC (Conseil des Syndicats — la centrale nationale) et même radiés de leur propre syndicat, l'APEX, en raison des piquets de grève qu'ils avaient organisé aux portes de l'usine. Si c'est cela que défendaient les gauchistes, alors les travailleurs courageux étaient privés de tout espoir. Il n'y a jamais eu de soutien officiel de la part des syndicats et lorsque des ouvriers ont tenté de soutenir la grève sans passer par leurs syndicats, lorsque par exemple les travailleurs des postes locaux ont bloqué l'arrivée du courrier à l'usine Grunwick, leur syndicat les a menacés d'exclusion. Etant donné l'absence de soutien officiel, en lequel il faut croire qu'ils mettent toute leur confiance, les gauchistes ont pu alors parler de la nécessité d'organiser un soutien non-officiel. Mais cela ne s'est pas produit non plus, parce que les ouvriers dont le soutien aurait pu être significatif, ceux qui fournissent les services à l'usine, ont été soit tenus en laisse par leurs propres syndicats, soit n'ont jamais été consultés directement. Au fur et à mesure que la grève a progressé, il apparaissait toujours plus clairement qu'elle devenait un champ de bataille idéologique entre la gauche qui prône des solutions capitalistes d'Etat (ils souhaiteraient en dernière analyse la nationalisation de Grunwick) et les secteurs conservateurs de la bourgeoisie qui s'opposent à la puissance croissante des syndicats et qui, parlant de plus en plus au nom des petits capitalistes, souhaitent un retour à l'ère mythique du « laissez faire », c'est-à-dire à l'exploitation illimitée de la classe ouvrière. Ce qui a été au début une initiative surtout parmi des travailleurs immigrés, une initiative permettant de mieux s'organiser contre la répression chez Grunwick et d'obtenir de meilleurs salaires, a dégénéré dans une bataille pour le « droit d'adhérer à un syndicat », cette institution qui s'est détachée des ouvriers et qui dans tous les cas ne pourrait être que le garant de la perpétuation de leur exploitation.

Gerry VIGNOLA

LE MUR DU MEPRIS

par UN GROUPE D'OUVRIERS (Collection Témoigner/Stock 2)

Par l'exposé de cas concrets et de situations personnellement vécues, un groupe d'ouvriers dénonce différentes formes sous lesquelles se manifeste le mépris des employeurs envers les prolétaires salariés. Ceux-ci peuvent ainsi connaître, pour exiger et obtenir le respect, les méthodes d'humiliation sciemment employées contre eux, depuis les plus marquantes jusqu'aux plus insidieuses, celles que seule une analyse perspicace permet de déceler. L'ouvrage montre comment, dans les usines, tout est volontairement agencé pour inférioriser les ouvriers, depuis l'architecture des bâtiments et l'organisation du travail jusqu'à ce qu'on appelle dédaigneusement les *petits détails*, ces *petits détails* qui remplissent la totalité du temps des travailleurs et qui comportent, chacun, une charge de mépris.

Le mépris que grands et petits chefs jouissent de faire sentir en tout instant à leurs subordonnés, d'une manière plus d'une fois insolente ou grossière, tous les ouvriers le connaissent ; mais ce que beaucoup ignorent, c'est l'atmosphère d'un Comité d'Etablissement ou surtout d'un Comité Central d'Entreprise avec la présence de délégués du personnel. Les pages qui relatent ces séances où le patronat calcule les nuances de son mépris sont parmi les meilleures du livre, de même que celles qui décrivent l'ambiance des ateliers en activité ou d'une cour d'usine à diverses heures de la journée : l'authenticité est évidente.

Comment se fait-il que, contre ce mépris, les ouvriers ne réagissent pas davantage ? Les auteurs, qui se posent cette question, ne pensent pas que la crainte de mesures répressives soit une explication suffisante, mais ils n'en donnent pas de plus convaincante. La raison est pourtant facile à trouver : les ouvriers savent trop bien qu'ils sont forcés de *demander* du travail et des salaires et que ce sont les capitalistes industriels qui leur en *offrent*. Ces derniers se présentent ainsi dans une situation de supériorité et en ont conscience. La conscience de supériorité comporte, en elle-même, un certain mépris des inférieurs. Celui-ci devient impossible quand le rapport de supérieur à inférieur est annulé. Les ouvriers ne peuvent cesser d'être méprisés par leurs employeurs que s'il y a disparition des hiérarchies sociales, abolition de la division de la société en classes, suppression du salariat.

Cette conclusion, il appartient au lecteur de la faire, le livre ne la donne pas : c'est une étude qui « a été réalisée grâce à un contrat passé avec le Comité d'Organisation des Recherches Appliquées sur le Développement Economique et Social, pour le Commissariat du Plan »...

PROCHAINS CAHIERS SPARTACUS

Pier Carlo Masini
Anarchistes et communistes dans le mouvement des Conseils à Turin (1919-1920)

Simon Rubak
L'exploitation des classes laborieuses et la révolution

Daniel Guérin
Quand l'Algérie s'insurgeait (1954-1962)

Distribué par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne
Diffusé par la librairie Alternatives, 36 rue des Bourbonnais, Paris 1er
Dépôt, Librairie des Deux Mondes, 10 rue Gay-Lussac, Paris 5e
Imprimerie Quotidienne, 94120 Fontenay-sous-Bois

SPARTACUS
CAHIERS MENSUELS

Directeur
René Lefeuvre
Tél : 272-37-50

5, rue Ste-Croix
de la Bretonnerie
Paris IVe

RESTENT DISPONIBLES : SERIES A-B-C

SERIE A.

1. Jean JAURES - L'Eglise et la laïcité .... F 4.00
3. Charles ALLIGIER - Socialisme et bolchevisme .... F 5,00
4. Rosa LUXEMBOURG - La révolution russe .... F 5,00
5. René LEFEUVRE - La politique communiste (Lignes et Tournants) .... F 4,00
8. JAURES et LAFARGUE - Idéalisme et matérialisme .... F 4.00
18. TOMORI-BALASZ - Qui succèdera au capitalisme ? .... F 4,00
24. Jean JAURES - Le manifeste communiste de Marx et Engels .... F 4,00
32. HAGANOV. Le stalinisme et les Juifs .... F 5,00
36. RIAZANOV, ENGELS, LUXEMBOURG - La confession de K. Marx .... F 4,00
47. SERGE, MALAQUAIS, BLUM, DOMMANGET, LENINE .... F 6,00
49. C. BRENDEL - Lutte de classe en Angleterre (1945-1977) .... F 12,00
50. PIC - Les racines d'Octobre 1917 .... F 10,00
51. I.C.O. Mai, juin 68, la grève généralisée en France .... F 6,00

SERIE B

8. Lucien LAURAT - Déchéance de l'Europe .... F 12,00
13. Jules GUESDE - Collectivisme et Révolution .... F 12.00
14. VINATREL - L'URSS concentrationnaire .... F 12.00
16. JAURES - Commentaire, controverse et discours .... F 12,00
18. JAURES et GUESDE - Les deux méthodes - Le socialisme .... F 12,00
24. Ida METT - Le paysan russe dans la Révolution .... F 8,00
25. Denis HEALEY - Les socialistes derrière le rideau de fer .... F 8.00
29. DOMMANGET - Babeuf et la conjuration des égaux .... F 10,00
31. TROTSKY - Rapport de la délégation sibérienne .... F 12,00
34. PANNEKOEK, KORSCH - Lénine philosophe (marxiste ?) .... F 14,00
36. MARX, ENGELS - Textes sur l'organisation .... F 13,50
37. J. JACQUES - Luttes sociales et grèves sous l'ancien régime .... F 12,00
38. TALÈS - La Commune de 1871 .... F 22,00
40. SOUVARINE - Un pot-pourri de Krouchtchev (ses souvenirs) .... F 5,00
42. MARX, ENGELS - Programmes socialistes : Erfurt, Gotha, Le Havre .... F 7,00
43. BARRUE - Bakounine et Netchaiev. Le catéchisme du révolutionnaire .... F 8,00
44. ROUSSEL - Les enfants du prophète (Histoire du Troskisme) .... F 12,00
45. RUBAK - La classe ouvrière en expansion permanente .... F 14,00
46. MAC DONALD - Le marxisme en question (Vers l'anarchisme) .... F 13,50
48. Ch. REEVE - La Chine de Mao tigre de papier. Capitalisme d'Etat .... F 15,00
49. R. LUXEMBOURG - Réforme ou Révolution, Marxisme et dictature .... F 14,00
50. SERGE - Le nouvel impérialisme russe - La Commune de Varsovie .... F 11,50
51. Victor SERGE - 16 fusillés : Zinoviev, Kamenev, Smirnov .... F 13,00
52. SKIRDA - Les anarchistes russes et les Soviets .... F 10.00
53. ROCKER - Les Soviets trahis par les bolcheviks .... F 14,00
54. Max STIRNER - De l'éducation - En lisant l'Unique - La vie de Stirner .... F 12,00
55. DOMMANGET - LUXEMBOURG - 1848-1905, étapes de la Révolution .... F 15,00
56. R. LUXEMBOURG - Marxisme ctre dictature : questions d'organisation .... F 6,00
57. CORALE - Capitalisme, syndicalisme, même combat libertaire .... F 13,00
58. CAMATTE - Bordiga et la passion du Communisme .... F 20,00
59. J. PERDU - La révolte des Canuts, les insur. lyonnaises 1831-1934 .... F 11,50
60. I.C.O. - Capitalisme et lutte de classe en Pologne (1970-1971) .... F 25,00
61. COLLECTIF SPARTACUS - Portugal, l'autre combat pour la Révolution .... F 22,00
62. G. MUNIS - Parti-Etat, Stalinisme, Révolution (au-delà du trotskysme) .... F 13,50
63. O. RUHLE - P. MATTICK - Fascisme brun, fascisme rouge .... F 12,00
64. REVUE Nº 1 - Portugal - Russie - Luxembourg : question nationale .... F 5,00
65. OLIVIER-LANDAU - Espagne, les fossoyeurs de la Révol. sociale .... F 14,00
66. REVUE Nº 2 - Espagne - Portugal - Marxisme - Mao - Evol. du capitalisme .... F 5,00
67. LEVAL - La pensée constructive de Bakounine .... F 25,00
68. REEVE - Portugal, la conception putschiste de la révolution .... F 5,00
69. J. BARRUE - L'Anarchisme aujourd'hui. Et un inédit de Bakounine .... F 11,00
70. DOMMANGET - 1973. Les Enragés. Les Curés Rouges. Roux et Dolivier .... F 15,00
71. REVUE Nº 3 - P. MATTICK. Capital monopoliste d'Etat, lettres de Rosa .... F 5,00
72. A. CROIX - Jarès et ses détracteurs. Envie et calomnie. L'assassinat .... F 30,00
73. ANDERSON - Hongrie 1956. Révolution, Conseils ouvriers, répression .... F 17,00
74. REVUE Nº 4 - La dictat. du Prolétariat. Fract. ouvr. dans la 1ère internat. .... F 5,00
75. Claude BERGER - Pour l'abolition du salariat, l'associationnisme .... F 6,00
76. Paul LAFARGUE - Le droit à la paresse. C.H. : Le refus du travail .... F 7,00
77. SABATIER - Brest-Litovsk, 1918, stop à la Révolution .... F 11,00
78. K. KAUTSKY - Les 3 sources du marxisme - La contestation .... F 6,50
79. REVUE Nº 5 - Solidarité internat. ouvrière - Portugal, Réforme Agraire .... F 5,00
80. COLLECTIF SPARTACUS - Rosa Luxembourg et sa doctrine .... F 22,00
81. REVUE Nº 5 - J. Prévert (inédit) Camatte-Bricianer-Cuba-Cambodge .... F 5,00
83. PRUDHOMMEAUX - Spartacus, la commune de Berlin 1918-1919 .... F 14,50
84. MARX - Textes philosophiques de jeunesse .... F 13,50
85. BERNERI - Guerre de classe en Espagne - 1936-37 .... F 11,50
86. REVUE Nº 7 - Program. Commun, Eurocom. La méthode de Marx .... F 6,00
87. Ida METT - La Commune de Cronstadt - Crépuscule sanglant des soviets .... F 12,00
88. ROOT & BRANCH - Le nouveau mouvement ouvrier américain .... F 20,00
89. REVUE Nº 8 - Bricianer, Pannekoek, Plékanov, la concept. mat. de l'Hist .... F. 6,00
90. COLLECTIF - L'autonomie, le mouv. autonome en Italie et en France .... F 5,00
91. SOUVARINE PAPAIOANNOU - Lénine, Staline et le pouvoir .... F 5,00
92. Anton CILIGA - Lénine et la Révolution .... F 5,50
93. RAYNAUD et AMBAUVES - L'Education libertaire .... F 16,50
94. Revue nº 9 - Dossier Italie - Conjonct. mondiale, CNT, syndicalisme et autonomie .... F 4,00
95. BORDIGA - Russie et Révolution dans la théorie marxiste .... F 17,00
96. REVUE Nº 10 - Cl. Berger. Autopsie des nouveaux philosophes etc. .... F 4,00
97. MERCIER-VEGA, GRIFFUELHES - Anarcho-syndicalisme Révolutionnaire .... F 15,00
98. REVUE Nº 11 - Pouvoir syndical en G.-B., Paul Mattick, Portugal : réforme agraire .... F 4.00
99. PRUDHOMMEAUX - L'effort libertaire : Le principe d'autonomie .... F 15,50
100 REVUE Nº 12 - L'Ere des Compétents - Immigration du travail, émigration des capitaux .... F 4,00
101. KORSCH - Au cœur de la conception matérialiste de l'histoire - 117 thèses .... F 7,00
102. CAMATTE - Capital et Gemeinwesen, le 6e chapitre inédit du Capital .... F 32,00

SÉRIE C

4. L. KAUTSKY - R. LUXEMBOURG - GUILLERM - Le luxembourgisme .... F 13,00
5. LUXEMBOURG - SCHWARZ - L'expér. belge. Lénine et les syndicats .... F 14,00
6. MARX-ENGELS - LUXEMBOURG - Critique des programmes. Critique révolutionaire. Erfurt, Gotha. La rév. russe. Lettres de prison .... F 13,00
7. Rosa LUXEMBOURG - Lettre et tracts de Spartacus (guerre, Révolution) F 20,00
8. DOMMANGET - Sylvain Maréchal, auteur du manifeste des Egaux (1793) .... F 40,00
12. Marcel CERF - Edouard Moreau, Communard .... F 20,00
14. John BERGER - Réussite et échec de Picasso (112 reproductions) .... F 22,00
15. ZAVATTINI - Cinéparoles. Journal de Cinéma et de Vie .... F 21,00
15. Fred J. COOK - F.B.I. La chasse aux sorcières .... F. 30,00
18. J. BERGER - Art et révolution, l'artiste en U.R.S.S. .... F. 16,00
19. Sophie BIBROWSKA - Une mise à mort d'Aragon .... F 18,00
20. CERF - Henry Bauer - Communard et Mousquetaire de la plume .... F 20,00
21. E. FISHER - Le marxisme et l'Art (recherche de la réalité) .... F 30,00
22. R. MAGON - La Révolution mexicaine .... F 25,00

ABONNEMENT A SPARTACUS

6 mois 50 F Etranger 55 F
1 an 100 f Etranger 110 F Soutien à partir de 200 F

Pour 50 ou 100 F vous recevez 100 ou 200 F des ouvrages ou revues à paraître en 6 mois ou 1 an. En vous abonnant *vous aidez Spartacus* et vous recevez les publications à moitié prix. Les abonnés peuvent bénéficier d'une remise de 30 % sur les ouvrages restant disponibles ainsi que sur les romans (essais, poésie, ci-dessous qui ne figurent pas au catalogue.)

B. Cg. DUITS - André Breton a-t-il dit passe .... F 12,00
C Cesare ZAVATTINI - Lettre de Cuba - Hypocrite 43 .... F 13,00
E O. LINS - La rétable de Ste Joana Carolina .... F 15,00
F V. PINERA - Contes froids .... F 15,00
G Paul RITCHIE - Le protagoniste .... F 15,00
H François SONKIN - Les Gendres .... F 15,00
J Neel DOFF - Une fourmi ouvrière (Édition originale) .... F 15,00

NOM ET ADRESSE : ....

....

Souscrit un abonnement :
— 6 mois à 50 F étranger à 55 F
— un an à 100 F étranger à 110 F
Indiquez le nº de départ de l'abonnement
Réglé
— par chèque bancaire à l'ordre de J. Lefeuvre
— par CCP 633-75 PARIS à l'ordre de J. Lefeuvre
— par mandat postal à l'ordre de J. Lefeuvre

De l'étranger les frais bancaires sont onéreux. Réglez par mandat ou CCP ou ajoutez le montant des frais : 16 F